

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2003
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



**Société de l'information :
comment utiliser les
nouvelles technologies
au profit des plus pauvres**

**Le Honduras tente d'échapper
à la pauvreté**

**Controverse: faut-il coopérer avec
des pays au régime totalitaire ?**

DOSSIER



SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Risques et promesses des nouvelles technologies

Pour les pays en développement, il est essentiel de déterminer quelles mesures peuvent être prises pour que les technologies de l'information et de la communication (TIC) bénéficient aussi aux populations défavorisées

6

Des ordinateurs plutôt qu'un terrain de foot

La Costaricaine Clotilde Fonseca montre qu'il ne suffit pas de garantir l'accès à Internet pour combler le fossé numérique

12

Divinités d'hier et d'aujourd'hui

Dans l'une des régions les plus pauvres de l'Inde, une utilisation ciblée des TIC a grandement facilité la vie des paysans et des pêcheurs

14

Plaisirs du palais venus du Caucase

Dans le cadre d'un projet suisse, des produits biologiques de Géorgie et d'Arménie trouvent des débouchés sur le marché international

24

FORUM



«Le dialogue est plus fort que l'isolement»

Controverse au sujet des projets de développement dans des pays totalitaires, comme la Corée du Nord

26

Pour que l'histoire de *Tehelka* finisse bien

La journaliste indienne Shoma Chaudhury rend hommage à des confrères qui luttent contre la corruption et lancent un journal financé par la population

29

HORIZONS



HONDURAS

Reconstruit plus beau qu'avant Mitch

Dévasté en 1998 par un ouragan meurtrier, le Honduras se remet sur pied

16

«Nous sommes vivants!»

Manuel Torres Calderón a rendu visite aux descendants des Mayas

20

DDC

Après les paroles, place aux actes!

Walter Fust, directeur de la DDC, souhaite que la communauté internationale se mobilise pour atteindre les Objectifs du millénaire

21

Réconciliation dans un pays mutilé

Avec l'appui de la DDC, la réconciliation nationale est appelée à jouer un rôle-clé pour l'avenir de l'Angola

22

CULTURE



En quête d'identités nouvelles

En Ukraine et dans six pays d'Europe du Sud-Est, la DDC et Pro Helvetia testent une nouvelle forme de promotion culturelle

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l'évaluation?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Le puits du village planétaire

Est-il vrai que notre monde rétrécit de plus en plus pour devenir un village? Bien des changements incitent à répondre par l'affirmative. Ainsi, aux débuts de la coopération, les voyages dans nos pays partenaires duraient des jours, voire des semaines. Aujourd'hui, la plupart des régions du monde bénéficient de liaisons régulières et rapides avec les centres économiques et politiques. Que ce soit le pétrole du Golfe, les bananes d'Amérique latine ou le coton de Tanzanie, les marchandises se négocient à l'échelle mondiale et voyagent d'un bout à l'autre de la planète. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), une nouvelle fait le tour du monde en l'espace de quelques secondes. Un réseau toujours plus dense d'échanges commerciaux et de relations recouvre le monde. Ses mailles sont particulièrement serrées là où l'économie et la politique offrent les plus grands avantages. Les effets négatifs de cette dynamique sont bien connus. Ils sont même aggravés par le raffinement croissant des technologies: celui qui ne répond pas aux exigences du réseau tombe à travers les mailles du filet et sera marginalisé davantage encore. Ce risque est particulièrement élevé pour les personnes déjà défavorisées, c'est-à-dire les habitants les plus pauvres de la planète. Et la tendance s'accroît.

Pour que ce réseau profite un jour à tous, il faut que tous contribuent activement à le tisser. La DDC le fait depuis longtemps déjà dans différents domaines, en offrant par exemple des débouchés équitables sur le marché international aux produits du Sud et de l'Est (page 24). Actuellement, le débat porte surtout sur l'utilisation des TIC dans la coopération au développement. Des projets en Inde ou en Amérique latine montrent qu'un accès électronique

à l'information et aux marchés peut profiter aux pêcheurs et aux paysans (voir le dossier, pages 6 à 15). Cependant, de nombreuses mises en garde se font entendre: le réseau crée de nouvelles dépendances, met en danger le savoir local, conduit à une monoculture planétaire et bénéficie en premier lieu aux nantis. Ces critiques sont justifiées. Mais elles ne doivent pas nous décourager, car c'est justement aux plus pauvres que les technologies ouvrent de nouvelles perspectives si elles sont utilisées à bon escient.

En décembre prochain, Genève accueille le Sommet mondial sur la société de l'information. En parallèle à cette rencontre politique, la DDC organise du 9 au 13 décembre une plate-forme qui se concentrera sur les possibilités de mettre les TIC au service du développement (page 10). Exposants et conférenciers y montreront comment la radio, la télévision, le téléphone et Internet peuvent multiplier les possibilités de formation dans les régions reculées, améliorer la qualité des soins médicaux, intensifier l'échange local d'informations et plus encore.

Si le monde est vraiment un village, les TIC seront ses puits ou ses places publiques, des endroits où les gens se retrouveront non seulement pour écouter la radio ou *chatter*, mais aussi pour établir des contacts importants et conclure des affaires. Lorsque chaque habitant bénéficiera du même accès au puits, ce sera signe que le village planétaire évolue dans la bonne direction.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC
(De l'allemand)



Enrico Berducci / Still Pictures

Ça roule pour les taxis-motos

(jls) Activité informelle au départ, le transport en taxi-moto est devenu un secteur économique florissant en Afrique occidentale, surtout dans les zones urbaines. Au Bénin, où les sociétés de transport public ont fermé boutique, on dénombrait en 2002 quelque 160 000 engins en circulation, dont 72 000 pour la seule ville de Cotonou. Selon une récente étude, le revenu annuel d'un propriétaire de taxi-moto n'est pas négligeable : l'équivalent de 605 euros au Bénin, 1150 euros au Niger et 1005 euros au Togo. Les finances publiques profitent également de ce secteur florissant, mais le coût social dépasse de loin les bénéfices. La prolifération des motos s'est en effet accompagnée d'une recrudescence des accidents de la route et d'une très grave pollution de l'air due à la mauvaise qualité du carburant. La Société

togolaise d'études du développement en Afrique, qui a réalisé la recherche, préconise l'amélioration de l'état des routes, le contrôle technique des véhicules et la sensibilisation de tous les conducteurs.

L'école par téléphone

(bf) Si plus de 40 pour cent de la population des Philippines vit avec moins d'un euro par jour, une personne sur cinq possède néanmoins un téléphone portable. Un projet novateur, lancé par le gouvernement philippin en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), exploite cette particularité pour améliorer la formation dans des régions pauvres et délaissées. Dans un premier temps, 40 écoles sont équipées d'un système permettant de transmettre par messages vidéo des leçons préalablement enregistrées. Ces leçons, qui por-



Chris Stewers / Panor / Stratix

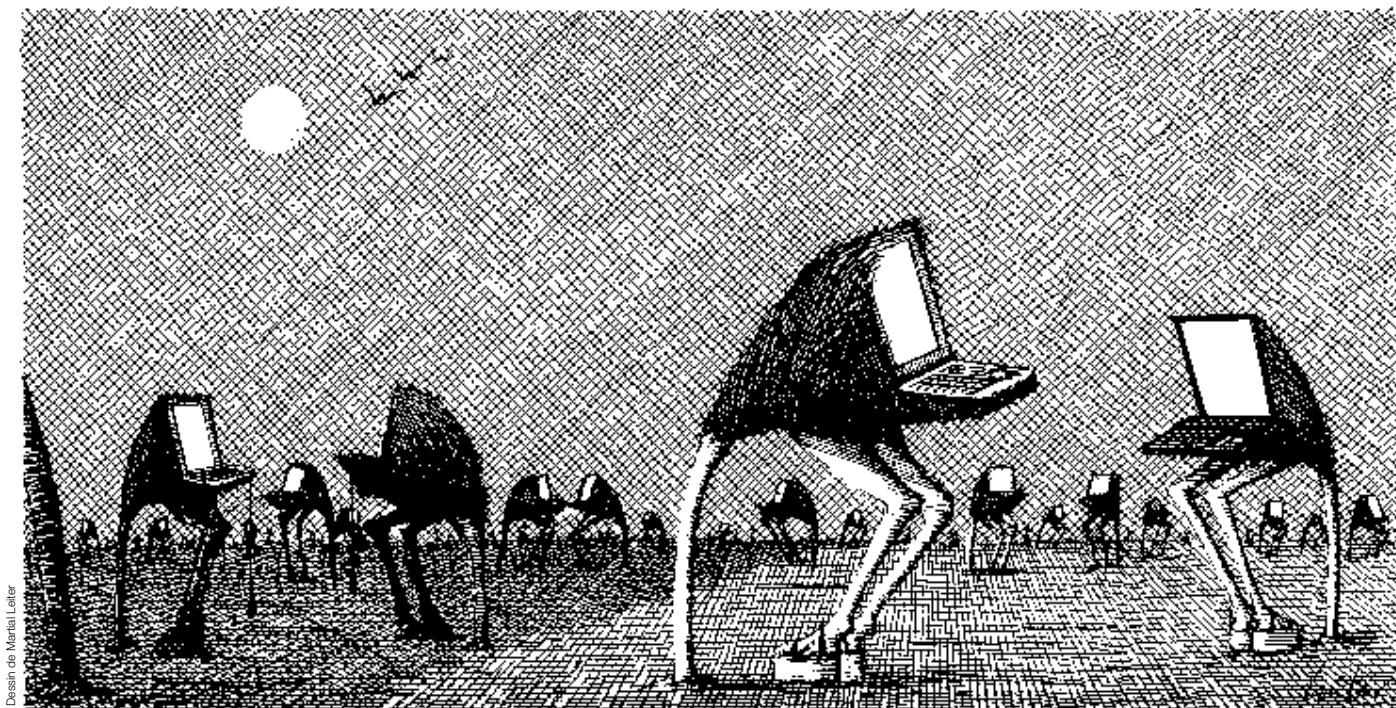
tent sur des matières scientifiques, sont téléchargées puis diffusées sur des écrans de télévision dans les classes. Les élèves peuvent ainsi assister à des expériences et suivre des cours théoriques. L'utilisation de cette technologie ultramoderne résout l'épineux problème de la formation dans les régions reculées, où les écoles ne possèdent ni l'infrastructure nécessaire ni les laboratoires pour assurer, par exemple, l'enseignement de la chimie et de la biologie.

Marche pour la vie

(gn) Dans l'est du Honduras, des entreprises défrichent les forêts à tour de bras, détruisant les ressources vitales des habitants. L'été dernier, le père Andrés Tamayo a tiré la sonnette d'alarme : à la tête de 10 000 manifestants, il a marché jusqu'à la capitale, Tegucigalpa, pour demander au président un moratoire immédiat sur les abattements. Lors de cette marche de sept jours à travers le pays, le père Tamayo a reçu le soutien de nombreux paysans. L'armée non plus ne l'a pas quitté d'une semelle, car cet écologiste a déjà fait l'objet de nombreuses menaces. Selon des sources religieuses, l'industrie du bois aurait offert 40 000 dollars pour son assassinat. Mais il en faudrait plus pour freiner l'impétueux curé, car il connaît la misère que provoquent les déboisements incontrôlés. « Marcher pour défendre les forêts, c'est marcher pour la vie tout simplement et pour le droit de chacun à disposer d'eau propre et d'air salubre », explique Bertha Oliva, coordinatrice d'une organisation des droits de l'homme qui a accompagné pendant plusieurs jours le père Tamayo dans son périple.

Les élèves africaines

(bf) Bien que l'égalité entre hommes et femmes dépende souvent du degré de développe-



Dessin de Martial Luthier

Communications

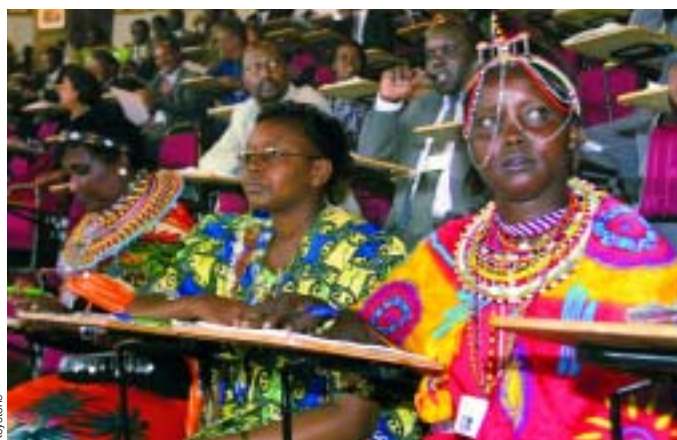
ment d'un pays, cela ne signifie de loin pas que les femmes du Sud sont moins bien représentées dans leurs parlements qu'au Nord. Dans certains pays d'Afrique, la proportion des femmes au sein des législatifs nationaux dépasse même largement celle que l'on enregistre dans les nations industrialisées. Les femmes représentent ainsi 30% des parlementaires au Mozambique, 32,1% en Afrique du Sud, 25,7% au Rwanda, 24,7% en Ouganda, 22% en

Tanzanie et 20% en Namibie. En Suisse, après les récentes élections fédérales, les femmes occupent 26% des sièges au Conseil national. Aux États-Unis, la représentation féminine atteint à peine 12%. Dans le monde entier, seuls onze pays se situaient en 2002 au-dessus de la barre des 30%: Mozambique, Argentine, Costa Rica, Afrique du Sud, Pays-Bas, Islande, Norvège, Finlande, Allemagne, Danemark et Suède.

Les dernières zones intactes de la planète

(gn) Les hommes ne sont pas encore maîtres de la Terre entière. Selon une étude réalisée par des scientifiques américains et brésiliens, 44% de la surface émergée reste encore largement inhabitée. Ces «régions sauvages» comprennent notamment l'Antarctique ainsi que de grandes parties de la Sibérie, de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et du Sud. L'organisation écologiste américaine Conservation International propose que les cinq régions les plus riches en biodiversité soient achetées et préservées dans le cadre d'un plan mondial de protection de la nature. Il s'agit de l'Amazonie, des forêts du Congo, de la Nouvelle-Guinée, des terres boisées de Miombo-Mopane, en Afrique du Sud, et du désert nord-américain. Ces régions ne représentent que 6,1% de la surface du globe, mais abritent 17% de toutes les espèces végétales et 8% de tous les vertébrés.

Certains considèrent cependant comme naïve cette conception de la protection de la nature. Peter Raven, directeur du Jardin botanique du Missouri, est d'avis qu'il est inutile de dépenser de l'argent: «Le seul véritable moyen de préserver la nature, c'est de réduire la pauvreté dans les pays en développement et de leur donner les moyens de protéger eux-mêmes leur environnement.»



Keystone

Risques et promesses des



DOSSIER

Un sommet mondial est organisé par l'ONU pour marquer le «passage de la société industrielle à la société de l'information». Les esprits sceptiques craignent que la mise en réseau électronique à l'échelle planétaire ne fasse qu'aggraver la pauvreté des pauvres et accroître le pouvoir des puissants. Il pourrait toutefois en aller autrement. De Gabriela Neuhaus.

nouvelles technologies



Photo: Jones / Panos / Stratton

Du vieux transistor s'élèvent des airs joués par des musiciens du village voisin. Après cette plage musicale, le programme se poursuit par une interview sur la culture du riz et une émission sur la prévention du sida. Enfin, un appel, diffusé dans toutes les langues locales, invite les paysans à participer à la réfection d'une route afin d'assurer le transport de la récolte de noix de cajou jusqu'à la capitale.

Depuis que Radio Djalicunda a commencé à émettre, au printemps 2002, la vie a changé dans cette région pauvre du nord de la Guinée-Bissau, qui ne dispose ni d'électricité, ni d'écoles en état de fonctionner. Jusqu'alors complètement isolés, les habitants communiquent, apprennent des choses utiles et redécouvrent soudain leur culture. Grâce à la radio, même les plus pauvres d'entre eux bénéficient d'une quantité presque illimitée d'informations.

La radio est un média puissant, que l'on peut utiliser à bon ou à mauvais escient. Comme tous les moyens de communication de masse, elle a servi et servira encore à diffuser de la propagande et à attiser des guerres. Mais elle peut aussi être mise au service de la paix. La fondation suisse Hirondelle a par exemple créé la station Blue Sky au Kosovo et, plus récemment, le réseau Okapi en République démocratique du Congo. Ce réseau de stations de radio, qui offre une riche palette d'informations, permet aussi aux réfugiés d'envoyer des messages à leurs familles vivant dans des régions en crise, souvent coupées du reste du monde.

La radio communautaire Kothmale, au Sri Lanka, diffuse depuis 14 ans des comptes rendus sur la politique et sur l'agriculture aussi bien en cingalais qu'en tamoul. Depuis peu, les animateurs ont aussi recours à Internet: ils font des recherches en ligne afin de pouvoir répondre dès le lendemain aux questions posées par les auditeurs. Ainsi, toute la communauté s'enrichit de connaissances accessibles sur le réseau mondial, même les personnes qui ne possèdent pas leur propre raccordement ou qui ne savent ni lire ni écrire.

Au menu du sommet

Le potentiel technique de ce que l'on appelle les TIC (technologies de l'information et de la communication) a pour ainsi dire explosé ces dernières années. Que ce soit de manière directe ou indirecte, nos vies sont de plus en plus dominées par l'électronique. Le Sommet mondial sur la société de l'information (lire page 10) traite en premier lieu des aspects techniques de cette évolution. Cependant, en raison de l'insistance des pays en développement et des organismes de développement, il devra aussi se pencher sur les changements sociaux induits par le passage à l'ère de l'information et par la mondialisation qui en découle.

Au cours de ce débat, il s'agira surtout d'identifier les mesures à prendre pour que ces nouvelles technologies soient aussi utiles aux populations défavorisées, au lieu de les marginaliser davantage encore. « Notre objectif n'est pas d'augmenter le nombre de raccordements au réseau téléphonique et à Internet. Nous voulons plutôt utiliser les TIC pour accroître

Portails pour le développement

OneWorld est l'un des plus grands portails Internet qui rassemble et relaie des informations venues du monde entier. Voici comment cette fondation décrit sa mission: « OneWorld exploite le potentiel démocratique d'Internet pour promouvoir les droits de l'homme et le développement durable. » <http://www.oneworld.net>

AMARC est l'organisation faïtière internationale des stations de radio indépendantes et non commerciales. Elle compte aujourd'hui quelque 3000 membres dans 106 pays. <http://www.amarc.org>

ATTAC a été fondée en 1998. Selon ses propres indications, cette association est aujourd'hui représentée dans au moins 33 pays et travaille en 15 langues. Elle se définit comme un mouvement qui vise à imposer un contrôle démocratique sur les institutions et sur les flux financiers internationaux. ATTAC est un véritable réseau, dépourvu de centrale et de structure hiérarchique. <http://attac.org>



Marius Born / DDC



Heldur Netocny / laif



Kadir van Lohuizen / Agence Vu



Jörg Böhling / agenda

l'efficacité et l'efficiency des efforts de développement et de la lutte contre la pauvreté», déclare Gerolf Weigel, responsable à la DDC de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement. «Le sommet mondial offre une chance unique aux représentants des pays industrialisés et en développement de débattre avec l'économie privée, les médias et les organismes de développement pour trouver de nouvelles solutions dont tout le monde pourra profiter.»

Quant à savoir si les TIC comportent plus de promesses ou plus de risques pour les défavorisés, la question reste très controversée. Subbiah Arunachalam, professeur de technologies de l'information à l'Institut de technologie de Chennai, en Inde, et membre de la MS Swaminathan Foundation (lire l'article en page 14), pense qu'il ne faut pas se laisser gagner par l'euphorie. Il constate : «L'histoire nous montre que les progrès technologiques ont toujours creusé les inégalités déjà existantes.» Même Gerolf Weigel admet que la tendance actuelle va dans ce sens et que les TIC ont jusqu'ici, tant au niveau national qu'international, apporté plus d'avantages aux privilégiés qu'aux défavorisés.

C'est pourquoi la coopération au développement doit intervenir activement : «Le seul moyen de nous opposer à cette polarisation est d'exploiter les TIC

et de les mettre clairement au service de la lutte contre la pauvreté. Ceux qui rejettent ces technologies se placent d'emblée dans le camp des perdants», affirme-t-il. Des études réalisées en Finlande, un pays pionnier en matière de nouvelles technologies, ont montré que, dans certaines conditions, celles-ci ont réduit et non pas creusé le fossé entre riches et pauvres. Aux États-Unis, elles ont engendré l'effet inverse.

Échange de savoir

Dans le domaine des TIC, l'une des principales tâches de la coopération au développement consiste à offrir aux pauvres non pas un accès à la technologie, mais en premier lieu un accès au savoir que cette technologie permet de transmettre. «À l'ère de la mondialisation, il est absolument nécessaire que les pauvres accèdent au savoir mondial et participent à l'échange de connaissances», déclare Manuel Flury, responsable de la gestion du savoir à la DDC. «Cela nécessite non seulement des plateformes et des réseaux qui rendent le flux mondial de données accessible à l'utilisateur local, mais également des instruments permettant d'injecter des informations locales dans le réseau et d'assurer ainsi un échange d'expériences entre les plus pauvres.» De telles initiatives fleurissent partout : les échanges entre des organisations non gouvernementales (ONG), entre des agriculteurs ou des militants dans

«Assurer l'accès de tous aux TIC ne signifie pas nécessairement que chaque village doit avoir son ordinateur. Ce qui importe avant tout, c'est d'accéder aux informations qui peuvent faire la différence. Les TIC ne sont pas un objectif en soi, mais plutôt un outil qui doit être adapté à l'usage local.»

Gaurab Raj Upadhaya, Radio Sagarmatha, Népal



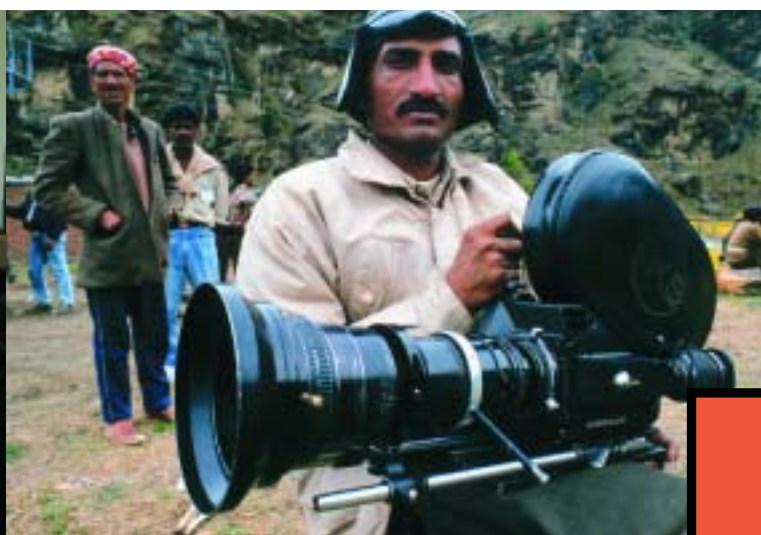
Caroline Minjolle / Lookat



Keerko / laif



Modrow / laif



Tatlow / laif

le domaine social n'ont jamais été aussi ramifiés à travers le monde, aussi bon marché et aussi rapides qu'aujourd'hui. « Les technologies de l'information et de la communication ont existé de tout temps », écrit Benjamin Adu, spécialiste ghanéen des TIC. « Cependant, les rapides progrès réalisés sur le plan technique ont modifié les moyens traditionnels de transmission de l'information, le mode de communication et les services disponibles. »

Une priorité: l'accès à l'information

En ce qui concerne l'utilisation des TIC au service du développement, Gerolf Weigel voit essentiellement trois lignes d'action. En premier lieu, il importe d'assurer l'accès à l'information. Celui-ci passe parfois par une combinaison de plusieurs moyens techniques : c'est le cas lorsque des radios locales recueillent des informations sur Internet pour les diffuser sous une forme compréhensible à leurs auditeurs. Deuxièmement, le flux de l'information doit circuler dans les deux sens : l'utilisation des TIC doit aussi permettre aux populations défavorisées de prendre la parole et d'exprimer leur avis.

Troisièmement, les TIC présentent un avantage indéniable : des informations peuvent être échangées sur d'énormes distances de manière interactive, rapide et avantageuse. Cette mise en réseau de la planète constitue l'un des plus grands progrès sociaux du 21^e siècle et elle peut aussi profiter à la coopé-

ration au développement. Mais cela n'est possible que si l'on crée des conditions politiques et sociales appropriées. « Pour que les TIC aient réellement un sens, il faut que les sociétés soient construites sur des bases démocratiques », affirme Manuel Flury. « À l'inverse, les TIC peuvent aussi promouvoir des structures démocratiques, car elles favorisent la transparence et la participation populaire », ajoute pour sa part Gerolf Weigel.

Nouvelles dépendances

Plus les possibilités de communication électronique parviennent jusqu'à la périphérie, via le téléphone par satellite, Internet ou les programmes radio et tv, plus le monde rétrécit. Le phénomène comporte des avantages mais aussi des inconvénients. Pour les paysans sri lankais, c'est une aubaine, car Internet leur permet de connaître les prix pratiqués sur le marché. Au Mexique et en Équateur, les appels d'offres émis par l'État sont publiés sur Internet, ce qui est un pas vers une plus grande transparence et, surtout, un progrès énorme dans la lutte contre la corruption.

Partout dans le monde, des ONG mises en réseau peuvent accéder à des informations importantes, prévoir et réaliser des actions communes. Des réseaux de paysans commercialisent leurs produits à l'échelle mondiale par le biais d'Internet. La médecine à distance sauve des vies dans les hôpitaux de

« L'agriculture biologique est en train de gagner du terrain dans toute la Bolivie. Nous devons ce progrès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Elles permettent une collaboration efficace entre tous ceux qui se servent de ce système virtuel pour communiquer et acquérir des informations. »
Edwin Noriega Rodriguez,
Bolivie



Rodger Bosch / Panos / Strates



Tatlow / laif



Bathgate / laif



Bialobrzewski / laif

régions reculées. Toutefois, ces progrès créent de nouvelles dépendances et coûtent de l'argent. Qui financera à long terme le développement numérique? Que se passera-t-il dans les hôpitaux qui ne bénéficieront jamais d'un projet de médecine à distance? Que deviendra le savoir indigène ou local face au déferlement d'informations venues de «l'extérieur»? Où nous conduira notre dépendance face à l'électronique?

L'euphorie que suscitent les TIC risque bien de reléguer ces questions au second plan. Mais il importe de les poser, tant au Nord qu'au Sud. «Les TIC ne sont ni un bien ni un mal. Ce sont simplement des outils et tout dépend de la manière dont on les utilise», commente Gerolf Weigel. La DDC ne soutient donc pas seulement des programmes et des réseaux qui exploitent les TIC au profit des défavorisés. Elle participe aussi à des évaluations visant à déterminer comment et dans quels domaines ces technologies peuvent réellement contribuer à la lutte contre la pauvreté. ■

(De l'allemand)

Un sommet et une plate-forme

La première partie du Sommet mondial sur la société de l'information, organisé par les Nations Unies, aura lieu du 10 au 12 décembre 2003 à Genève. La seconde partie se tiendra à Tunis du 16 au 18 novembre 2005. Parallèlement au sommet de Genève, la DDC organise en collaboration avec le Partenariat mondial du savoir (GKP) une plate-forme appelée ICT4D, sigle correspondant au titre anglais «Information and Communication Technologies for Development».

Du 9 au 13 décembre, cette plate-forme accueillera de nombreuses organisations qui mettent les TIC au service de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Des organisations internationales, des entreprises privées et de grands portails de réseaux en ligne seront présents aux côtés d'entités plus modestes. Ainsi, on y découvrira SchoolNet Namibia, une organisation à but non lucratif qui offre aux écoles de Namibie un accès à Internet et des cours de formation basés sur le système Linux.

La plate-forme recevra aussi Proshika, une ONG du Bangladesh se servant des technologies de l'information dans ses diverses activités en faveur du développement, ou encore «mothers4mothers», un projet malaysien dédié aux femmes qui travaillent à domicile via Internet.

Divisée en cinq «rues» thématiques, la plate-



Heldur Netocny / laif

forme explore les différents défis posés par les ICT4D: la formation et la transmission du savoir, la communication, les contenus locaux, la garantie d'un accès général aux technologies ainsi que la politique et la mise en œuvre. Le programme de la plate-forme comprend aussi des conférences et des débats. D'autres manifestations seront organisées en marge du sommet, notamment un forum spécial sur les médias électroniques, également soutenu par la DDC.

Page d'accueil de la plate-forme ICT4D:
www.ict-4d.org

Un réseau de réseaux

Fondé à New York en 1997, le Partenariat mondial du savoir (GKP) a d'abord eu son siège à la Banque mondiale. Il a été le premier réseau mondial indépendant consacré aux TIC et au développement qui réunissait aussi bien des donateurs que des gouvernements, des entreprises privées, des ONG et des institutions internationales. Actuellement, c'est la Suisse qui en assume la présidence. La DDC ne se contente d'ailleurs pas d'accorder au GKP un soutien financier important, elle participe aussi activement à son organisation et à la définition de sa stratégie, afin de renforcer son rôle de lien entre le Nord et le Sud.

Le GKP a pour vision «un monde d'égalité des

chances, où chacun peut avoir accès au savoir, où chacun peut utiliser le savoir et l'information pour vivre mieux».

Le Partenariat gère une grande plate-forme destinée à l'échange d'informations, d'expériences et de ressources, qui permettent d'exploiter le potentiel des TIC pour améliorer les conditions de vie des plus démunis. Aujourd'hui, le GKP compte 69 organisations membres, dont beaucoup du Sud, et il se définit comme un «réseau de réseaux». Dans sa stratégie 2005, il écrit: «Nous croyons que, s'ils ont accès aux TIC, les gens pourront améliorer leur situation économique. Ainsi, ils seront en mesure de créer les conditions nécessaires pour qu'eux-mêmes et leurs communautés participent activement à leur propre développement et en acceptent la responsabilité. La prospérité mutuelle qui résulterait d'une exploitation efficace de l'information et du savoir contribuerait à l'avènement d'un monde plus stable et plus équitable.»

www.globalknowledge.org/

Des ordinateurs plutôt qu'un terrain de foot



Panos / Strates



Clotilde Fonseca est directrice du Programme national d'informatique éducative du Costa Rica, créé en 1988 par la Fondation Omar Dengo et le ministère costaricain de l'éducation publique. Elle est titulaire d'un Master en administration publique de l'Université d'Harvard, où elle a étudié principalement l'éducation et la politique technologique. Clotilde Fonseca a publié de nombreux articles sur l'éducation, la technologie et le développement.

On parle du fossé numérique entre le monde développé et le monde sous-développé. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement pour une nation en développement, pour ses habitants, en particulier pour les jeunes? La Costaricaine Clotilde Fonseca, active au plan national et international, décrit la situation dans son pays.

Depuis quinze ans, le Costa Rica conduit un programme de technologie dans l'enseignement. Le but est de créer de nouveaux cadres d'apprentissage et de développer des capacités chez les étudiants, les éducateurs et les membres des communautés. Grâce à l'action coordonnée de l'État, d'une fondation, d'organismes internationaux et de communautés, ce programme bénéficie aujourd'hui à 50 pour cent des écoliers et à 65 pour cent des collégiens inscrits dans les institutions publiques du pays. Il permet aux jeunes d'assimiler les technologies, il stimule leur créativité, leur capacité productive et leur aptitude à résoudre des problèmes, tout en favorisant l'apprentissage des matières de base. En 1989 déjà, le directeur de l'école de Chacarita, une petite communauté pauvre sur la côte pacifique, a pris une décision surprenante: il a investi dans l'équipement d'un laboratoire d'informatique éducative des fonds qui étaient destinés à un terrain de football. Il justifia sa décision par ces mots simples: «Les enfants ont aussi besoin de terrains

pour l'esprit». Aujourd'hui encore, sa démarche reste étonnante et visionnaire. Elle résume à la perfection la nécessité de combler le fossé numérique en développant les compétences tant intellectuelles que productives ou technologiques.

Pensée magique

Malheureusement, dans la plupart des pays en développement, et même dans les zones les moins développées des pays industriels, on commet souvent l'erreur de croire que la simple diffusion d'informations via les nouvelles technologies permettra de surmonter l'ignorance et la pauvreté. Bien que cela paraisse incroyable, on trouve chez beaucoup de politiciens et de consultants des relents de telles convictions. Cette «pensée magique» a fréquemment son origine dans une conception faussée des processus de développement et dans une méconnaissance évidente du vaste potentiel que représentent les technologies numériques.

Tous ceux qui ont contribué à des projets techno-



Michael Kottmeier / agenda

logiques visant une transformation éducative et un développement social savent bien qu'il n'est pas possible d'espérer des changements significatifs si l'on ne s'efforce pas clairement de stimuler les talents et les capacités des pauvres et des exclus. Le fossé numérique ne se comble pas par la seule présence de la technologie. Sans véritable appropriation, l'accès se révèle limité, voire inopérant. L'appropriation technologique, c'est beaucoup plus qu'un raccordement à Internet. Elle dépend de façon déterminante de la formation des individus et de leur développement cognitif. C'est seulement ainsi qu'elle peut être utilisée efficacement pour résoudre des problèmes personnels, professionnels, communautaires ou nationaux.

Vocations technologiques

Il suffit de quelques exemples pour comprendre le bien-fondé de cette approche. Le premier a pour cadre la petite commune rurale de Guácim, située dans une zone de culture bananière : en utilisant les ordinateurs de l'école, un garçon du village a soudain compris, à l'âge de 12 ans, que son destin était suspendu à cette alternative : l'ordinateur ou la plantation. Conscient de son potentiel, il a alors décidé de s'orienter vers la technologie. Aujourd'hui, il est en train de terminer sa formation dans un institut technologique. Autre exemple : une fillette de 11 ans, qui avait appris la programmation informatique à l'école rurale de Pérez Zeledón, proposa à

son père de tenir la comptabilité de leur petit magasin, en échange de quoi il achèterait un ordinateur pour la famille. Dans un village situé près du volcan Poás, un élève de sixième est parvenu à réparer le tapis qui convoie les aliments dans l'élevage de poulets de son père ; il avait compris le fonctionnement des engrenages en suivant un cours de robotique pédagogique à l'école rurale. Le cas de cette femme à la tête d'une microentreprise est également éloquent : propriétaire d'une boulangerie à la frontière avec le Nicaragua, elle réalise, avec ses enfants, toutes ses transactions bancaires et ses contacts avec les fournisseurs par le biais d'Internet. En conclusion, nous ne pensons pas qu'il soit possible de combler le fossé numérique sans chercher de toutes nos forces à stimuler les capacités des individus. Nous sommes convaincus qu'il est indispensable de mettre l'accent sur la productivité, pas seulement sur l'information. Il est urgent de commencer avec les plus jeunes, afin de mettre en marche une véritable transformation culturelle qui aille au-delà des procédés traditionnels « d'alphabétisation technologique ». Cela permettra d'atteindre un plus haut niveau de revenus et de développement tant personnel que social. L'expérience du Costa Rica nous fait penser que cet objectif est réalisable. ■

(De l'espagnol)



Divinités d'hier et d'aujourd'hui

Est-il possible de mettre Internet au service de populations extrêmement pauvres, qui ne savent le plus souvent ni lire ni écrire ? Un projet mené dans l'une des régions les plus défavorisées de l'Inde montre que les technologies de l'information et de la communication sont tout à fait susceptibles de faire avancer les choses. De Maria Roselli.

Vache sauvée grâce à l'ordinateur

Subrayan Panjaili, une vieille femme joufflue de Kizhur, était désespérée. Son unique vache laitière, nommée Jayalakshmi, était en travail depuis cinq jours et ne parvenait toujours pas à vêler. Or, le lait de Jayalakshmi est le seul revenu de toute la famille. Les secours sont arrivés le cinquième jour grâce aux efforts d'Ezhilarasi, une jeune femme de 23 ans, préposée à l'ordinateur du Centre du savoir de Kizhur. En cherchant sur Internet, elle a trouvé les adresses des vétérinaires de la région et a pu alerter l'un d'entre eux. Celui-ci est venu la nuit même au village. Il a pu sauver Jayalakshmi, son veau et, par la même occasion, la source de revenus de Subrayan.

La tempête s'est apaisée. Seules des vagues parsemées agitent l'eau transparente, d'un bleu profond. Sur la plage de Veerampattinam, les pêcheurs s'activent, ravaudant leurs filets. Demain, ils pourront enfin retourner en mer. Jusqu'à nouvel avis, les cyclones qui ont déferlé sur toute la région de Pondichéry, dans le sud-est de l'Inde, se sont éloignés. Le mégaphone installé sur le toit du Knowledge-Centre (Centre du savoir) a annoncé la fin de l'alerte. Les prévisions météorologiques dont bénéficient ces pêcheurs illustrent à merveille ce qu'Internet et les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent apporter aux plus démunis.

Chaque jour, des haut-parleurs diffusent dans ce village de pêcheurs des informations détaillées sur l'état de la mer et sur la force du vent. Mais la voix du mégaphone ne vient pas de Veerampattinam. Le message a été enregistré dans le village voisin de Villianur. Les données météorologiques du golfe du Bengale, où se trouve la côte de Pondichéry, proviennent d'un site Internet de la marine améri-

caine. Au Centre du savoir de Villianur, des collaborateurs bénévoles les téléchargent, puis les adaptent aux besoins de la région de Pondichéry et les traduisent en tamoul.

Pour terminer, les cartes retravaillées et un bulletin météo enregistré sont envoyés à Veerampattinam par courrier électronique. Là, des bénévoles du Centre du savoir local peuvent alors diffuser l'information par mégaphone à tous les villageois. Pour les pêcheurs de la région, ces prévisions sont vitales.

Par la petite porte

Les prévisions météorologiques ne sont pas le seul progrès qui facilite la vie des paysans et des pêcheurs. Depuis que la fondation indienne MS Swaminathan Foundation a choisi la région de Pondichéry en 1998 pour y mener un projet novateur basé sur les TIC, bien des choses ont changé ici. Dix villages des environs de Villianur ont été équipés de quelques ordinateurs et mis en réseau. Ces 22000 habitants disposent très exactement de 12 raccordements téléphoniques publics et 27 pri-



vés. Les ordinateurs, les téléphones, Internet et le courrier électronique leur permettent désormais d'accéder à un savoir et à des informations pouvant simplifier leurs tâches quotidiennes.

Pour pouvoir prendre part à ce projet, les communautés villageoises devaient fournir des locaux pour accueillir le Centre du savoir et garantir que ce dernier soit accessible à chacun, quelle que soit sa caste. La population locale a d'emblée adhéré au projet, car les villageois pouvaient choisir eux-mêmes les informations dont ils souhaitaient disposer à l'avenir.

Cherchant un local approprié pour leur centre, les anciens du village d'Embalam ont fini par opter pour le temple d'Amman. Par l'entrée principale, les villageois pénètrent donc dans le monde de la tradition, dont sont exclus les membres de castes inférieures et les femmes en période de menstruation. Plus loin, une porte latérale conduit à l'ère de l'information, où tous sont les bienvenus.

La nouvelle «divinité», qui trône dans l'arrière-salle du temple, a cependant aussi ses serviteurs: les collaborateurs et collaboratrices du projet, qui ont suivi une formation appropriée. Nombre de ces bénévoles sont des femmes. En travaillant sur l'ordinateur, elles ont acquis un nouveau statut et sont respectées au sein de la société, même si elles appartiennent à des castes inférieures. Elles récoltent via Internet des informations utiles telles que le prix du riz, des céréales, des fruits et des légumes sur les marchés des villages voisins. Puis elles inscrivent ces données sur de grandes ardoises qui sont accrochées devant le centre. Les paysans savent ainsi où ils pourront vendre leur produit au meilleur prix. Ils n'ont plus besoin de passer des heures sur

leurs chars à bœufs pour faire la tournée des marchés et comparer les tarifs.

Bientôt des vidéoconférences

«Pour être efficace, un projet basé sur les TIC doit fournir des informations qui correspondent aux besoins réels des gens. Il doit donc être souple, dynamique et axé sur la demande», explique Gerolf Weigel, responsable à la DDC de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement. Si le projet Swaminathan réalisé à Pondichéry – et plusieurs fois primé – a eu tant de succès, c'est parce qu'il répond parfaitement aux besoins des bénéficiaires. «Les communes choisissent les informations qu'elles veulent obtenir grâce à Internet. Ces informations sont ensuite diffusées par des moyens traditionnels, comme des haut-parleurs. Tous les habitants en profitent, même ceux qui ne savent pas lire.»

Chacun des dix Centres du savoir de la région de Pondichéry est géré par deux à quatre bénévoles ayant suivi une formation préalable. La palette d'informations qu'ils proposent est très large. Elle va des connaissances de base en agriculture, comme la protection des champs contre l'érosion, jusqu'aux données sur les programmes gouvernementaux d'aide aux paysans pauvres. Les responsables du projet au sein de la fondation MS Swaminathan souhaitent franchir un pas de plus et mettre les villageois en lien direct avec le gouvernement local par le biais de vidéoconférences. ■

(De l'allemand)

Une soif d'apprendre inextinguible

«Il importe d'utiliser les TIC dans le cadre d'initiatives ou d'organisations qui ont déjà de l'expérience et un potentiel en matière de développement. Mais il faut aussi être capable de s'écarter des modèles de pensée existants pour explorer des approches novatrices. L'évolution des TIC étant extrêmement rapide, leur utilisation requiert beaucoup de souplesse et une soif d'apprendre inextinguible. Des conditions favorables et une bonne adéquation à la demande locale sont également d'une grande importance. L'expérience a montré, par exemple, que l'installation d'une ligne téléphonique ou un raccordement à Internet ne suffisent pas pour initier le développement.»
Gerolf Weigel, DDC



Reconstruit plus beau qu'avant Mitch



Après avoir été dévasté par l'ouragan Mitch, le Honduras se remet sur pied. L'aide internationale, une remise de dettes et les versements des émigrés devraient permettre à cet État d'Amérique centrale de sortir de la pauvreté. La récession et le crime organisé ne vont toutefois pas lui faciliter les choses. De Richard Bauer*.

«*Soy un triunfador*» (je suis un vainqueur), proclame le T-shirt délavé de Julio, un cireur de chaussures de Tegucigalpa, capitale du Honduras. Pour répondre au passant qui l'interroge sur la raison d'une telle affirmation, ce garçon de 12 ans, chétif et noiraud, se contente de se retourner sans mot dire. «*He sobrevivido el Mitch*» (j'ai survécu à Mitch), peut-on lire en grosses lettres sur son dos, allusion à l'ouragan qui a provoqué, fin octobre 1998, la pire des catastrophes naturelles de l'histoire du Honduras. Bilan : 5600 morts et 8000 personnes officiellement portées disparues. En une nuit, 70 pour cent des infrastructures publiques ont été détruites ou gravement endommagées. Les dégâts se sont montés à quelque 5 milliards de dollars, soit l'équivalent du produit intérieur brut du pays.

Réduire la vulnérabilité écologique et sociale

«À quelque chose malheur est bon», dit le proverbe. Rien n'est plus vrai pour le Honduras. À la fin de la guerre froide, les États-Unis avaient cessé d'aider ce pays, qui était devenu au début des années 90 le parent pauvre de la coopération au développement en Amérique centrale. Après le passage de Mitch, le Honduras a vu affluer de l'étranger une aide inattendue et généreuse, destinée aux opérations d'urgence et à la reconstruction, ce qui lui a permis de reprendre son souffle. Puis, lors de la conférence de Stockholm en mai 1999, les pays d'Amérique centrale ont été incités par les donateurs internationaux à changer de perspective. Ils allaient dès lors considérer la catastrophe naturelle comme un défi. Ils s'attacheraient non seulement à reconstruire, mais aussi à transformer cette région fragile dont les sécheresses, les séismes, les raz-de-marée, les cyclones et les inondations semblaient être le lot. Les programmes de développement allaient contribuer à réduire la vulnérabilité écologique et sociale de ces pays.

De plus, le Honduras a bénéficié de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), lancée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Cette année encore, des dettes de près d'un milliard de dollars seront annulées, pour alléger le fardeau d'anciens emprunts. Ainsi, l'argent qui aurait été versé à l'étranger sous forme d'inté-

rêts et d'amortissements servira à l'avenir à financer diverses mesures de développement à l'intérieur du pays, en priorité dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le gouvernement s'est aussi engagé à appliquer une stratégie à long terme de lutte contre la pauvreté et à augmenter les dépenses sociales. Enfin, pour pouvoir bénéficier de l'aide internationale, le pays doit faire des progrès dans les domaines suivants : respect des droits de l'homme, transparence et bonne gouvernance, ainsi que participation de la société civile.

Soutien vital des émigrés

Mitch a laissé un héritage qui ouvre des perspectives d'avenir. Les principales liaisons routières entre les côtes pacifique et atlantique à travers les montagnes sont aujourd'hui plus stables et plus solides qu'elles ne l'ont jamais été. Pour la première fois de leur vie, des dizaines de milliers de Honduriens possèdent un toit digne de ce nom. Nombre de communes disposent de nouveaux réseaux d'eau et d'assainissement. Des canaux d'irrigation en béton, équipés de vannes métalliques, contribuent à moderniser la culture sèche, basée sur des méthodes archaïques. Des écoles construites en dur, avec des toits en panneaux de fibres, ont remplacé les cabanes délabrées recouvertes de tôle ondulée.

«C'est seulement quand il y a une guerre ou une catastrophe dans la région que vous vous souvenez de notre existence», me reproche Domingo, un ami hondurien. Il est revenu au pays pour visiter des parents, mais ne vit plus ici depuis longtemps. Jeune homme, il était parti étudier aux États-Unis. Et il y est resté. Comme nombre de ses compatriotes émigrés, Domingo fulmine contre sa patrie, cette «république bananière» rétrograde. Il n'apprécie le Honduras que pour y passer des vacances. À ses yeux, Tegucigalpa est la ville la plus laide du monde, les autorités politiques une bande de voleurs et d'assassins, et tous les hommes d'affaires sont corrompus.

L'ouragan Mitch, à lui seul, a poussé 100 000 Honduriens, sur les 3 millions d'adultes que compte le pays, à émigrer vers les États-Unis. Actuellement, quelque 600 000 Honduriens, dont 20 pour cent d'immigrés illégaux, vivent sur territoire américain. Après le passage de Mitch, les États-Unis ont dé-

L'objet de tous les jours

Le coq

Où que l'on aille au Honduras, on trouvera toujours un coq en terre cuite. Le plus souvent, il porte des couleurs brillantes et sa tête est surmontée d'une crête rouge feu. Il en existe de toutes les tailles, trônant sur un bar, à l'entrée d'un restaurant ou dans la salle à manger. Le *gallo* national fait presque l'objet d'un culte. Si les Honduriens aisés aiment à le voir dans leur cage d'escalier ou leur patio, il a aussi sa place dans les habitations modestes des zones rurales, dont il est souvent le seul objet décoratif. On le retrouve aussi sur la table, avec une fonction pratique: la cruche en terre cuite, à l'effigie du coq, conserve l'eau du



Miguel Gonzalez / laif

cidé, à titre humanitaire, de stopper les expulsions de Honduriens sans papiers. Sans cette diaspora, beaucoup de familles au Honduras vivraient dans des conditions encore plus précaires. Selon une étude de la Banque interaméricaine de développement, les émigrés ont transféré l'an dernier à leurs familles la somme totale de 770 millions de dollars, soit près d'un quart de plus que l'année précédente. Cette aide sociale individuelle joue un rôle primordial pour toute l'économie: les transferts opérés représentent 11,5 pour cent du produit intérieur brut.

Des bandes qui sèment la terreur

Il n'en reste pas moins que la majorité des Honduriens doivent s'accommoder de la situation lamentable qui règne dans leur pays, où deux tiers des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de deux francs par jour. Le ralentissement conjoncturel dans les pays industrialisés n'a fait qu'aggraver les difficultés économiques du Honduras. Le premier secteur touché a été celui des *maquilas*, usines de sous-traitance étrangères.

Avec 100 000 emplois, le Honduras domine l'industrie de la confection textile en Amérique centrale. Tandis que les inondations ont endommagé une partie des ateliers de production, la récession sur les marchés a entraîné des réductions de personnel. Lorsque l'industrie basée sur des bas salaires est venue s'installer au Honduras, des grèves à répétition ont été organisées pour protester contre les conditions de travail déplorables et les mauvais traitements infligés aux travailleurs. Entre-temps, la plupart des entreprises se sont mises d'accord pour respecter les normes minimales inscrites dans des accords internationaux d'autorégulation.

La lutte pour la survie ne passe toutefois pas seule-

ment par la recherche d'un emploi. Le Honduras est l'un des pays les plus violents de la région. Selon les statistiques de la police, environ 2700 personnes ont été assassinées l'an dernier. Des bandes de jeunes délinquants, les tristement célèbres «maras», terrorisent la population, principalement dans les deux grandes villes que sont Tegucigalpa et San Pedro Sula.

Le pays compterait plus de 80 bandes organisées, regroupant au total quelque 100 000 membres et sympathisants. Les plus connues et les plus brutales sont la Mara Salvatrucha et la Mara 18, qui contrôlent des quartiers entiers. Par petits groupes, les *mareros* attaquent des bus, des magasins et des banques, ou font du trafic de drogue. La police étant trop faible et trop corrompue pour maintenir l'ordre, des propriétaires de magasins et des membres de l'élite financière ont décidé d'appliquer leur propre justice. Ils font appel à des compagnies privées de sécurité pour se protéger et soutiennent ainsi de véritables escadrons de la mort, qui pourchassent les *mareros*. ■

* Richard Bauer est correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Il est basé à Mexico.

(De l'allemand)



puits agréablement fraîche. Les habitants des campagnes attribuent au volatile des pouvoirs magiques: il protège contre les fantômes et les mauvais esprits. En 1993, l'actuel président hondurien, Carlos Roberto Reina, l'avait choisi comme emblème pour sa campagne électorale. Avec son «coq rouge», il promettait de chasser du gouvernement tous les vampires qui suçaient le sang du peuple.

Le Honduras et la Suisse

Plus de 100 000 silos à céréales

(bf) Le Honduras a été le premier pays d'Amérique centrale avec lequel la Suisse a commencé à coopérer il y a 25 ans. Le projet Postcosecha visait alors à construire des silos métalliques pour diminuer les pertes après récoltes. Il a eu tellement de succès qu'il ne s'achèvera que cette année, et le Honduras compte aujourd'hui plus de 100 000 silos à céréales. Au début des années 90, le programme de coopération avec le Honduras a été intégré au programme régional pour l'Amérique centrale, qui couvre aussi le Nicaragua, le Salvador, le Guatemala et le Costa Rica. Au Honduras, le programme se concentre sur quatre domaines :

Gouvernance : Dans ce domaine, le programme est surtout consacré aux problèmes macroéconomiques et à la bonne gouvernance. Il aide notamment le gouvernement à organiser les marchés publics (transparence, appels d'offres corrects, etc.) et à élaborer une stratégie de lutte contre la pauvreté qui inclut des objectifs nationaux de développement. Dans le cadre de la décentralisation, le programme favorise le développement communal et la collaboration avec les acteurs de la société civile.

Agriculture : L'exploitation durable des terrains en pente figure au premier plan. Elle est liée aux

problèmes de fertilité du sol et d'érosion. Le projet soutient non seulement la formation et l'échange de connaissances entre paysans, mais aussi la recherche agricole – nouvelles sortes de maïs, de haricots et de pommes de terre – ainsi que la protection intégrée des cultures.

Eau potable : La promotion de réseaux d'eau décentralisés vise à amener les différentes communes à prendre en charge l'approvisionnement local en eau, tout en recherchant davantage le dialogue avec les usagers. L'accent est également mis sur la qualité et la durabilité des réseaux d'eau potable.

Secteur privé : Le programme met en œuvre différents moyens (contrôles de qualité, transformation, emballage, etc.) destinés à faciliter la commercialisation des produits agricoles. D'autre part, il aide les petits producteurs à exploiter les possibilités d'exportation vers l'Europe et vers l'Amérique du Nord, à évaluer les risques et à les réduire.

Faits et chiffres

Nom
République du Honduras

Capitale
Tegucigalpa (850 000 habitants)

Superficie
112 000 km²

Population
7 millions d'habitants, dont 41% ont moins de 14 ans

Espérance de vie
Hommes : 65 ans
Femmes : 68 ans

Groupes ethniques
Métis : 90%
Amérindiens : 7%
Garifunas (descendants d'immigrés noirs venus des Caraïbes) : 2%

Religion
Catholique : 97%

Langues
Prédominance de l'espagnol

Produit intérieur brut
950 dollars par habitant

Revenu annuel
Moyenne de la population active : 2400 dollars

Produits d'exportation
Café, bananes, textiles (entreprises de sous-traitance)

Indicateurs sociaux
Population vivant avec 1 dollar par jour : 47%
Population sans accès à l'eau potable : 24%
Analphabètes : 25%



Repères historiques

- 400 - 800** Apogée de la culture maya. Fondée par le roi maya Yax Kuk Mo en 426, Copán se développe pour devenir le centre politique et religieux d'une ville-État prospère. En 1980, les vestiges de cette cité ont été classés par l'Unesco patrimoine mondial de l'humanité.
- 1502** Christophe Colomb accoste sur les îles au large du Honduras. La région devient partie intégrante de l'empire colonial espagnol.
- 1578** Fondation de Tegucigalpa. Construite dans la région vallonnée du centre du pays, la ville devient un centre économique grâce aux mines d'argent. Durant la colonisation, le Honduras est administré depuis le Guatemala.
- 1821** Le pays se libère du joug espagnol.
- 1823 - 1838** Le Honduras fait partie de l'Union des États d'Amérique centrale.
- 1838** Il devient une république indépendante.
- 1880** Une constitution libérale jette les bases d'un État moderne.

- 1899** Installation au Honduras d'une première société bananière américaine. Le pays subit de plus en plus l'influence d'entreprises américaines d'exportation. Les producteurs de bananes Standard Fruit et United Fruit s'allient durablement avec de grands propriétaires fonciers locaux et avec l'armée.
- 1954** Première grande grève des travailleurs des bananeraies.
- 1963 - 1981** Des dictatures militaires se succèdent.
- 1969** Une crise entre le Honduras et le Salvador conduit à la brève « guerre du football ».
- 1982** Avec l'appui de la CIA, le Honduras devient le centre de stationnement des rebelles de la Contra, dont l'objectif est de renverser le gouvernement sandiniste du Nicaragua.
- 1998** Le pays est dévasté par l'ouragan Mitch.
- 2002** Élu à la présidence, l'entrepreneur Ricardo Maduro, du Parti national, prend les rênes du pays pour quatre ans.

« Nous sommes vivants ! »



Manuel Torres Calderón est un journaliste du Honduras. Il travaille comme analyste politique pour la presse locale et il est correspondant de plusieurs agences de presse internationales dans ce pays.

Ce fut certainement l'un des épisodes les plus étranges et fascinants de l'histoire de l'humanité : une cérémonie funèbre au cours de laquelle on enterra, non pas un corps, mais un temple, avec le même soin que l'on aurait pris pour préserver une momie.

Selon les archéologues, aucun autre édifice de l'ancienne civilisation maya n'a été aussi bien conservé sous la surface de la terre que le temple de Rosalila. La scène s'est passée six ou sept siècles après la naissance du Christ, à Copán, à l'extrême ouest du Honduras actuel, l'un des sites touristiques les plus intéressants d'Amérique centrale. Tous les jours, des centaines de visiteurs accèdent au temple de Rosalila par un tunnel qui prépare leur esprit à entrer dans le monde mythique des Mayas.

Le rituel fut solennel, comme le confirment les offrandes trouvées à l'intérieur. Les principales caractéristiques esthétiques du temple révèlent une culture avancée et mystique. Le temple, mis au jour en 1996, rappelle ce qu'étaient les origines de l'homme pour les Mayas. Le visiteur y découvre un *quetzalguacamaya*, oiseau mythique, qui personnifie le roi Kinich Yax Kuk dont le sépulcre se trouve à l'intérieur de cette montagne sacrée.

Il est facile d'accéder aux ruines de Copán. Elles se trouvent à deux heures et demie de route de San Pedro Sula, au nord du Honduras, qui dispose d'un aéroport international. Cette partie du pays est parsemée de *maquilas*, ces usines étrangères de sous-traitance où des milliers de femmes travaillent pour 4 dollars par jour.

Surnommée « l'Athènes du monde maya », Copán était le centre intellectuel de cette civilisation née

vers l'an 2000 av. J.-C. et qui s'est étendue sur les territoires actuels du Guatemala, du Salvador, du Belize, du Honduras ainsi que le sud-est du Mexique.

Il existe plusieurs hypothèses pour expliquer l'abandon de Copán : certains historiens l'attribuent à une catastrophe écologique, d'autres à une rébellion qui mit un terme au pouvoir des prêtres et des nobles. Les deux versions font penser à la situation que connaît aujourd'hui cette région de contrastes et de profondes inégalités.

Les Mayas, en tant que tels, n'existent plus au Honduras. Les indigènes de la région sont des paysans d'origine chortí, une ethnie qui, selon les anthropologues, provient du métissage de différents peuples qui ont servi les Mayas, tout en assimilant une partie de leur culture. Durant les cinq siècles de la colonisation espagnole, les Chortís du Honduras ont subi une forte acculturation qui leur fit perdre leur langue et leurs principales traditions. Malgré cela, l'attachement à la terre, les syncrétismes religieux et le maïs sont restés des éléments de leur identité culturelle.

Les Chortís sont extrêmement pauvres. La plupart vivent dans des huttes, sur de petites parcelles. Ces dernières années, ils ont entamé un combat énergique afin de faire valoir leurs droits sur les terres ancestrales. Aujourd'hui, ils réclament comme un héritage ces vieilles ruines qu'ils voient de loin. On ne sait pas si Copán a été construite par les Chortís, mais ce sont bien eux qui ont résisté aux conquistadors espagnols dans cette région du Honduras. Jusqu'ici, leurs revendications en matière de terres, d'éducation, de culture et de santé ne leur ont valu que mort et répression.

Le teint cuivré, de stature petite et gracile, le regard généralement triste, les Chortís vénèrent une divinité catholique, à qui ils demandent protection. Ils lui offrent des fêtes ponctuées de feux d'artifice, des cérémonies mêlées d'autres rites et de danses populaires, où la liqueur de maïs circule et où le sang d'une poule est versé pour féconder la terre.

Au cours de ces fêtes, ils semblent crier « Nous sommes vivants ! », pour montrer qu'ils sont bien plus qu'un complément des célèbres ruines. Discuter avec eux, les écouter parler avec respect de la terre, du vent, du soleil et des pluies, de leurs ancêtres et de leurs enfants est un bain d'humanité et de solidarité dans lequel il vaut la peine de se plonger. ■

(De l'espagnol)



Catherine Wulfray



Après les paroles, place aux actes!

Réunis en 2000 pour le Sommet du Millénaire, les chefs d'État de 193 pays s'étaient engagés à réaliser certains objectifs de développement d'ici 2015. L'un de ceux-ci prévoyait par exemple de réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Alors que trois années se sont écoulées depuis cette assemblée générale de l'ONU, nous devons nous demander où en est la réalisation des Objectifs de développement pour le millénaire. Sommes-nous sur la bonne voie? Pour l'heure, on s'active fébrilement à élaborer des instruments destinés à mesurer les efforts des différents acteurs. Des institutions importantes imaginent à grands frais des modèles de redistribution. Il semble cependant que l'on passe plus de temps à parler de ces objectifs qu'à mettre en œuvre des moyens supplémentaires qui permettraient de les atteindre.

C'est là que le bât blesse: chacun sait que tous les acteurs (tant les donateurs que les bénéficiaires) doivent redoubler d'efforts pour atteindre ces objectifs au cours des douze prochaines années. Or, dans la situation actuelle, il apparaît peu probable que les pays industrialisés parviennent à doubler leur aide publique au développement. Et l'économie privée ne pourra, ni ne voudra, compenser cette lacune.

On recherche bien de nouveaux mécanismes de financement, mais presque personne n'ose parler des nouvelles taxes qui s'imposent, tant il apparaît impossible de réunir de larges alliances politiques sur ce point. De leur côté, les pays en développement peinent à mobiliser davantage de moyens chez eux et à assainir leurs budgets. L'écart entre déclarations politiques et réalité ne cesse de se creuser. De toute évidence, ce n'est pas ainsi que les Objectifs du millénaire pourront être réalisés.

Le problème est le suivant: en 2015, il ne suffira pas de constater que les objectifs n'ont pas été atteints. Il faudra rendre des comptes et justifier l'échec. Les uns et les autres auront alors beau jeu de se renvoyer la balle, ce ne sera pas d'un grand secours pour les pauvres. Douze années, c'est très peu. Toute la communauté mondiale doit entreprendre rapidement des actions et mobiliser des moyens afin de redresser la barre.

Pour réduire de moitié la pauvreté, ce partenariat mondial devra se baser sur le développement économique, la création d'emplois, ainsi que sur les avantages et les dividendes de la mondialisation. Et une fois cet objectif atteint, il restera toujours la seconde moitié, celle qui espère également avoir un jour la chance d'échapper au cercle vicieux de la pauvreté. La tâche est loin d'être aisée, mais elle est vitale pour des centaines de millions de personnes. La Suisse sera, elle aussi, jugée sur ses actes et non pas sur ses paroles. À l'heure du bilan, nous serons tenus d'expliquer ce que nous avons fait, ce que nous n'avons pas fait et pourquoi. Ces comptes, nous ne devons pas seulement les rendre au reste du monde, mais aussi aux générations qui viendront après nous. Serons-nous à la hauteur de leurs exigences? ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Les Objectifs du millénaire

À l'occasion du Sommet du Millénaire, en septembre 2000, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité une série d'objectifs dont la réalisation permettrait de réduire sensiblement la pauvreté par rapport à ce qu'elle était en 1990. La liste comprend huit grands thèmes et 18 cibles concrètes à atteindre jusqu'en 2015.

- Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim.
- Assurer l'éducation primaire pour tous.
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- Réduire de deux tiers la mortalité infantile.
- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le sida, le paludisme et d'autres maladies.
- Assurer un environnement durable.
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Tous les objectifs sont assortis de cibles chiffrées et de plusieurs indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis. Les niveaux enregistrés en 1990 serviront de point de comparaison. Les 18 cibles sont présentées en détail sur le site:

www.un.org/millenniumgoals

Réconciliation dans un

La paix reste fragile en Angola. La réconciliation nationale est donc appelée à jouer un rôle-clé dans ce pays qui a connu l'une des plus longues guerres d'Afrique. Avec l'appui de la DDC, plusieurs acteurs œuvrent à ce processus. De Regine Elsener*.

L'Angola est mutilé. Près de 40 années de guerres ont anéanti l'infrastructure de ce pays, qui est le cinquième d'Afrique par sa taille. Pour beaucoup, l'accord de paix signé l'an dernier apparaît encore fragile, alors que l'on manque de tout: écoles, personnel compétent, emplois, électricité, routes, soins médicaux... Pour réussir à coexister pacifiquement, la population doit encore franchir une étape

laient Nova Lisboa. Située à 1700 mètres d'altitude, elle jouit d'un climat agréable, car une brise légère remplace la chaleur suffocante de la plaine. Rares sont les maisons qui ne portent pas la trace d'impacts de projectiles. Dans l'espoir que la paix ne soit pas éphémère, certains habitants ont entrepris de réparer les dégâts et de repeindre leurs maisons dans des tons pastel vert, rose et jaune.



Giacomo Prozzi / Panos States

difficile: la *reconciliação nacional*. Diverses organisations non gouvernementales (ONG) prennent part à ce processus, afin d'aider la société civile à se structurer et de favoriser ainsi la reconstruction. «Le gouvernement tendrait à décréter une amnistie générale», commente Jean-Michel Jordan, chef du bureau de la coopération suisse à Luanda, la capitale. «Mais je suis persuadé que les gens doivent d'abord digérer le passé et se réconcilier, avant qu'une amnistie générale puisse avoir un sens.» C'est pourquoi la DDC accorde aussi une aide financière à des projets démontrant que l'on peut résoudre les conflits de manière pacifique.

Un bulletin indépendant

Huambo était une belle ville, imprégnée d'une atmosphère méditerranéenne. Les Portugais l'appe-

Beat Weber, un Suisse expatrié, travaille pour l'organisation Development Workshop. «Chaque mois, nous publions un bulletin d'information, *Ondaka*. Cela signifie 'mot' en umbundu, l'une des langues bantoues», explique-t-il. Le journal paraît aussi en portugais, langue officielle du pays. «Nous ne pouvons malheureusement imprimer que 2000 exemplaires par édition», regrette Beat Weber. Mais il s'empresse de relativiser: «Il y a un an, nous tirions seulement à 350 exemplaires.» Dès qu'*Ondaka* sort de presse, les lecteurs se l'arrachent.

Ce sont des gens de la région qui rédigent et illustrent les articles. Le journal aborde non seulement les problèmes quotidiens, mais aussi la promotion de la paix, la corruption, la responsabilité et la réconciliation. La disposition des sujets respecte un plan précis: personnalité du mois, médecine locale,

pays mutilé

deux pages d'interview, quatre pages d'informations régionales, travaux scientifiques ayant trait à la vie quotidienne, fables et proverbes traditionnels, pour terminer avec des sujets moins sérieux en dernière page. « Il ne faut pas oublier l'humour. La vie est déjà assez difficile », constate M. Weber.

Construire la société civile

« La fin de la guerre en Angola est un progrès énorme. Depuis son indépendance, ce pays n'avait jamais connu la paix », rappelle Sabine Fandrych, responsable pour l'Angola de la Friedrich Ebert Stiftung (FES). Cette fondation allemande gère des projets d'envergure nationale visant à structurer la société civile. M^{me} Fandrych explique que les acti-

et l'analyse des élections. La plupart d'entre eux sont jeunes et n'ont jamais suivi un scrutin. « Même si elles sont un signe de démocratie, les élections peuvent aussi attiser des conflits », précise Sabine Fandrych.

Cassettes dans les camps

Au bureau de la DDC, Engrácia Francisco s'occupe de la réconciliation nationale et de la promotion de la paix. Elle a acquis son expérience pratique au Centre for Common Ground (CCG), une ONG qui offre également une formation aux journalistes. « Nous avons essayé de leur faire prendre conscience de la responsabilité portée par celui qui attise la guerre à travers ses écrits. Nous leur avons présenté



Engagement humanitaire

En Angola, la DDC finance et réalise depuis 1995 un programme humanitaire – d'un budget de 9,5 millions de francs en 2003 – qui est essentiellement axé sur la santé, la sécurité alimentaire, la promotion de la paix et la réconciliation. La guerre a laissé derrière elle un peuple traumatisé. Elle a complètement anéanti les structures traditionnelles de la société : la souffrance, les frustrations et les espoirs déçus ont détruit le sens de la justice, la solidarité et l'entraide mutuelle, ouvrant la voie à un système de résolution des conflits par la violence. C'est dans ce climat qu'a débuté l'été dernier le retour officiel et la réintégration de plus de 4 millions de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que de dizaines de milliers d'anciens combattants de l'UNITA accompagnés de leurs familles. La réintégration s'avère particulièrement difficile pour les orphelins, les malades, les handicapés et les personnes souffrant de troubles psychiques, car toutes les infrastructures nécessaires font défaut.

vités de la FES reposent sur trois piliers : la démocratie et la participation, les droits de l'homme et la réconciliation ainsi qu'un développement socialement équilibré. Une même importance est accordée à ces trois objectifs.

Le programme de la FES comprend des forums publics, des séminaires, des conférences, des publications gratuites, des débats et des cours. « Dans les chefs-lieux de province, nous organisons des entretiens avec les représentants du gouvernement, mais nous y convions aussi des ONG, les Églises, les élites locales de même que les médias locaux, s'ils existent », ajoute la politologue.

Pour promouvoir des élections démocratiques, la FES travaille aussi avec les journalistes : elle leur offre des cours d'une semaine durant lesquels ils se familiarisent avec l'observation, le compte rendu

différents mécanismes et montré pourquoi certaines informations sont publiées et d'autres pas. »

En collaboration avec la station de radio Ecclesia, le CCG a aussi préparé les personnes déplacées à retourner dans leur village. « Dans les camps, nous diffusons des pièces radiophoniques, enregistrées sur cassettes, dont les thèmes reprenaient des situations conflictuelles de la vie quotidienne. De nombreuses personnes se reconnaissaient dans les personnages », raconte Engrácia Francisco. « Elles ont ainsi compris que pour résoudre un conflit, il faut essayer de satisfaire au mieux les besoins de chacun. » ■

**Regine Elsener est journaliste indépendante à Zurich*

(De l'allemand)

Plaisirs du palais venus du Caucase

Des agrumes bien juteux, des herbes aromatiques, un vin rouge qui flatte le palais et des abricots séchés incomparables. Voilà quelques-uns des produits bio en provenance de Géorgie et d'Arménie que l'on trouve en Suisse grâce à un projet de l'EPER, réalisé avec l'appui de la DDC.



L'art du séchage

Suffirait-il d'étaler les fruits au soleil pour obtenir en peu de temps les meilleurs abricots séchés? Pour les experts arméniens de Shen, ce n'est pas si simple. Cette organisation non gouvernementale, qui gère un projet de l'EPER en Arménie, mise certes sur les fruits séchés pour combattre la pauvreté dans les milieux paysans, mais elle préconise l'utilisation de séchoirs solaires pour optimiser la qualité. L'opération est plus rapide et ne nécessite aucune adjonction de produits chimiques. Une installation solaire peut contenir trois à cinq fois plus de fruits qu'une surface de séchage traditionnelle. De plus, il suffit de quatre jours, au lieu de dix, pour sécher les abricots.

(mr) Pendant des décennies, les agriculteurs géorgiens et arméniens ont cultivé les fruits, les légumes et la vigne dans le cadre de gigantesques entreprises étatiques et de kolkhozes, comme le voulait l'économie planifiée soviétique. Les débouchés étaient alors garantis par l'État. Depuis l'effondrement du système de production et de distribution communiste, les paysans doivent se réorganiser en entités plus petites, mais ils se heurtent à d'énormes problèmes. Le nouveau marché est encore totalement désorganisé, le pouvoir d'achat local a dégringolé et les infrastructures font défaut. «Les paysans doivent trouver eux-mêmes de nouveaux débouchés sur les marchés locaux, mais aussi sur le marché international. Or ils ne possèdent justement pas le savoir-faire nécessaire pour exporter à l'étranger», explique Philippe Zahner, de la DDC.

«Bio», le mot magique

Pour nombre de petites entreprises, l'accès à de nouveaux marchés pourrait bien passer par la culture biologique. Elle n'est pratiquée en Transcaucasie que depuis peu de temps et en petites quantités, mais la demande est en train d'exploser. «À l'heure actuelle, la demande intérieure de fruits

bio est plus élevée que l'offre», constate Philippe Zahner. L'exportation de produits bio constituerait d'ailleurs un créneau idéal pour la Géorgie et pour l'Arménie, puisque la demande ne cesse de croître dans les pays occidentaux, y compris en Suisse. «En 2002, claro a acheté 1200 kilos d'abricots séchés bio en Transcaucasie. Les produits étant d'excellente qualité, la quantité devrait presque doubler cette année», se réjouit Jan de Haas, de l'Entraide protestante suisse (EPER), qui s'occupe du projet d'agriculture biologique dans la région. La Migros s'intéresse aussi à ce type de produits, mais les quantités disponibles sont encore trop petites pour ce géant du commerce de détail.

Le projet de l'EPER a pour objectif d'augmenter la quantité et la qualité des produits bio et de les rendre compétitifs tant sur le marché intérieur que sur le marché international. Un bureau de certification devrait être créé à Tbilissi, capitale de la Géorgie. Il sera chargé de garantir la qualité des produits et leur conformité aux exigences d'exportation. ■

(De l'allemand)

Le lièvre ou la tortue?

(bf) La durabilité est l'une des principales préoccupations de la coopération internationale de la DDC. Pour savoir comment ses objectifs sont perçus par les organisations avec lesquelles elle collabore, la DDC a organisé un concours au printemps dernier. Elle a invité ses partenaires du Sud à lui envoyer des récits sur la durabilité. Cette démarche partait de l'idée que la narration est une façon ancienne, mais toujours efficace, de transmettre et de faire comprendre à d'autres ce que l'on a vécu. Les récits aident aussi à comprendre qu'il est possible de changer la réalité. Ils peuvent inciter d'autres personnes à agir et à appliquer dans leur propre milieu des pratiques éprouvées.

Ce concours a eu un succès fan-

tastique, puisque la DDC a reçu 56 récits (12 d'Amérique latine, 2 d'Afrique et 42 d'Asie). Un jury interne a distingué 9 d'entre eux. Le premier prix a été attribué à une histoire intitulée *Le lièvre ou la tortue?*, envoyée par les collaborateurs d'un projet de construction de routes au Népal. Elle parle des bouleversements que traversent un cultivateur de pommes de terre, sa famille et sa commune. Le montant du prix, 10000 dollars, a été versé directement au projet décrit dans le récit primé. La DDC utilise à présent le contenu de ces histoires dans ses activités et améliore ainsi sa gestion du savoir, son efficacité et la durabilité de ses projets.

Relève plus féminine

(bf) Après une évaluation approfondie, la DDC a réaménagé son programme de promotion de la relève, lancé en 1972 déjà. La nouvelle version prévoit notamment de faire passer à 60 pour cent la part des femmes dans la relève et d'y assurer une représentation proportionnelle des différentes régions linguistiques de la Suisse. Ce programme s'adresse aux jeunes employés ayant achevé une formation supérieure ou équivalente et qui souhaitent travailler à long terme dans la coopération au développement. Il leur permet d'acquiescer auprès de la DDC, de ses partenaires non gouvernementaux et d'organisations internationales l'expérience professionnelle nécessaire pour pouvoir ensuite travailler pour la DDC ou l'une de ses

organisations partenaires. Les inscriptions à ce programme sont prises en compte une fois l'an. *Informations détaillées et inscription: Centre d'information, de conseil et de formation – Professions de la coopération internationale (cinfo), 2500 Bienne 7, www.cinfo.ch; DDC, Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, www.ddc.admin.ch*

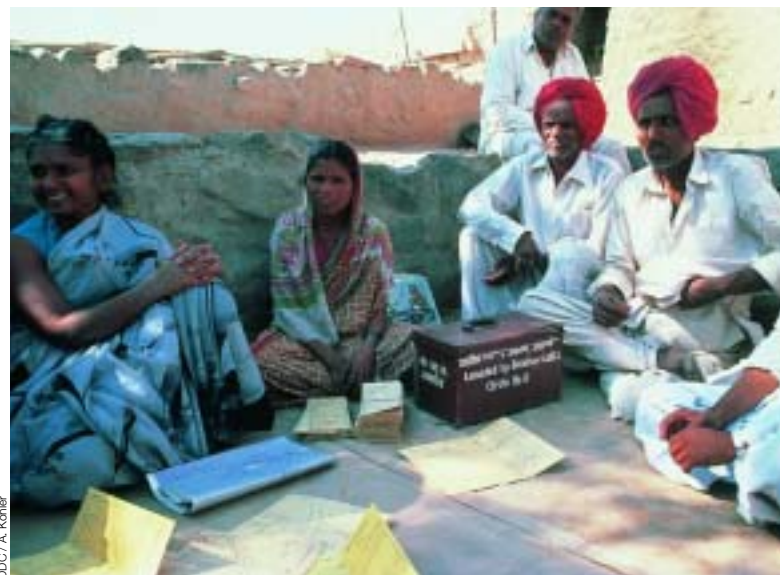
Au fait, qu'est-ce que l'évaluation ?

(bf) D'après le dictionnaire, l'évaluation consiste à déterminer la valeur, le prix ou l'importance d'une chose. Dans le domaine de la coopération au développement, une évaluation sert en général à apprécier les résultats et l'efficacité d'un projet, d'un programme ou d'une stratégie. Pour la DDC, cela signifie qu'elle soumet systématiquement son travail, y compris la collaboration avec ses partenaires, à un examen critique mené par des personnes compétentes. Que ce soit dans l'économie privée, au sein d'organisations non gouvernementales (ONG) ou dans l'administration publique, les évaluations favorisent le développement institutionnel, fournissent des bases de décision aux responsables et permettent en même temps de rendre des comptes à l'opinion publique et au monde politique.

L'objectif est d'établir si nous faisons ce qu'il convient et comme il convient. Pour le savoir, chaque évaluation portant sur la coopération au développement doit examiner une série de questions essentielles. Quels sont les résultats d'une action (projet, programme ou stratégie)? Quelle influence directe et indirecte cette action exerce-t-elle notamment sur la durabilité? Comment sont obtenus les progrès en matière de développement? Quels facteurs positifs ou négatifs, voire quels risques, sont à l'origine des résultats obtenus?

Selon l'objectif visé, on confie l'évaluation à des experts externes (évaluation externe), aux personnes qui participent au processus

évalué (auto-évaluation) ou à un groupe mixte. L'évaluation peut intervenir aussi bien avant ou pendant le projet qu'après son achèvement.



DDC / A. Kehler

« Le dialogue est plus fort que l'isolement »

Pariant sur la timide ouverture du régime communiste, la Suisse réalise des projets de développement en Corée du Nord. Cet engagement relance la controverse sur l'aide aux pays pauvres totalitaires: faut-il œuvrer à leur développement, au risque de renforcer des gouvernements répressifs, ou s'en détourner, ce qui revient à pénaliser doublement la population? De Jane-Lise Schneeberger.



Voilà un demi-siècle que des soldats suisses sont stationnés sur la ligne de démarcation entre les deux Corées. Cette présence explique les liens particuliers que Berne entretient avec la Corée du Nord, un pays au régime totalitaire. Il n'est donc pas étonnant que la Suisse ait été en 1995 le premier pays à acheminer des vivres, lorsque Pyongyang a demandé l'aide internationale pour nourrir sa population frappée par une famine meurtrière. Plus tard, la DDC a été pratiquement le seul bailleur de fonds à transformer son aide humanitaire en un pro-

gramme de développement à long terme. Celui-ci vise à améliorer la sécurité alimentaire et la gestion des coopératives agricoles. Parallèlement, la DDC forme les cadres du ministère des affaires étrangères, en vue de leurs contacts avec des institutions internationales de développement. Paul Egger, chef de la section Asie II à la DDC, explique la voie choisie: «Nous avons réalisé qu'il serait plus efficace, plus avantageux et plus durable d'aider les paysans locaux à récolter davantage de pommes de terre et de maïs, notamment en produisant de

meilleures semences. En termes de développement, ce programme a plus d'impact que la livraison de nourriture. En outre, la coopération au développement apporte une modeste contribution à l'ouverture du pays, amorcée ces dernières années par les autorités.»

Incitation au changement

En Suisse, ce type de soutien suscite des critiques. Pour Rudolf Walsler, membre de la direction d'économiesuisse, une coopération avec des régimes totalitaires ne devrait pas entrer en ligne de compte. «Abstraction faite des opérations humanitaires, destinées à sauver des vies, la Suisse doit concentrer son aide sur des pays pauvres qui respectent les principes de bonne gouvernance et garantissent un environnement politico-économique acceptable. On ne peut pas investir les montants limités de la coopération dans des pays où rien ne permet d'anticiper un effet bénéfique.» En retirant ou en refusant son soutien aux pays mal gouvernés, précise M. Walsler, la Suisse peut exercer une pression qui contraindrait ces gouvernements à entreprendre des réformes.

Peter Niggli, de la Communauté de travail des œuvres d'entraide, fait remarquer que la coopération s'effectue, à de rares exceptions près, dans des pays dont le gouvernement laisse à désirer. «S'il fallait aider seulement ceux qui sont gérés démocratiquement, nous pourrions supprimer la plupart des programmes de coopération.» D'ailleurs, le retrait de l'aide porte préjudice à la population et non au gouvernement, ajoute M. Niggli. La vraie question est de savoir quels programmes sont susceptibles de promouvoir la société civile, l'État de droit et le pluralisme. Une aide de gouvernement à gouver-



nement risque de renforcer un régime discutable dans ses aspects les plus laids. En revanche, un appui à la société civile permet d'améliorer la qualité de vie de la population. Les œuvres d'entraide estiment qu'en Corée du Nord, «les conditions ne sont pas réunies pour un tel engagement, car il n'existe pratiquement aucune marge de manœuvre pour une action indépendante du régime».

La force du dialogue

L'aide est toujours légitime quand elle bénéficie aux catégories défavorisées ou à des minorités opprimées par le régime, même s'il faut faire certains compromis pour arriver jusqu'à elles, affirme Remo Gautschi, directeur suppléant de la DDC. Dans certaines situations, la DDC peut être amenée à travailler avec des organes étatiques qui ne répondent pas à ses critères de gouvernance. «Nous croyons fermement qu'à la longue, le dialogue est plus fort que l'isolement.» Il faut se garder de schématiser dans ce domaine, insiste M. Gautschi : «On ne peut pas simplement fermer le robinet de l'aide sous prétexte qu'un pays est mal géré, et ainsi abandonner les populations qui souffrent.» C'est pourquoi la DDC procède à une analyse approfondie de chaque pays. S'il s'avère qu'une coopération est possible, ses experts doivent déterminer quel type d'assistance est appropriée et par quels canaux elle

Abandon de la « clause guillotine »

En avril dernier, le Conseil fédéral a assoupli sa politique sur la conditionnalité, à savoir le fait de lier l'octroi de l'aide à des exigences en matière de droits de l'homme, de démocratie ou de gouvernance. Il a décidé de supprimer l'insertion obligatoire dans les accords de coopération d'une clause dite « guillotine » qui permettait à la Suisse de retirer son aide en cas de non-respect de ces critères. Et il a admis la possibilité de renoncer à la clause générale, qui définit les principes à respecter. Il faut pour cela que certaines conditions soient remplies, comme l'établissement d'un dialogue politique sur les droits de l'homme avec le pays bénéficiaire. Cette double clause de conditionnalité, introduite en 1999, s'était révélée difficile à appliquer et ressentie comme humiliante par les partenaires. Les petits pays pauvres, très dépendants de l'aide suisse, l'acceptaient un peu à contre-cœur. La Chine, elle, a catégoriquement refusé toute mention de conditionnalité dans l'accord de financement mixte signé en 2002. Une telle inégalité de traitement menaçait la cohérence de la politique extérieure suisse, ce qui a incité le Conseil fédéral à rectifier le tir.





Bernard Descamps / Agence Vu

Rester en changeant de stratégies

Depuis quelques années, les donateurs bilatéraux, réunis au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, s'efforcent de repenser leur engagement dans les pays dont le gouvernement ne montre aucune volonté de lutter contre la pauvreté ou de respecter les principes de la gouvernance. Dans leur rapport sur les « situations de partenariat difficile », publié en 2002, ils déconseillent un retrait complet de l'aide, qui risquerait d'aggraver la situation. Le CAD préconise de rester dans ces pays, mais en adoptant des stratégies différentes.

De son côté, la Banque mondiale a réfléchi l'an dernier à la façon de se réengager dans des « pays à faible revenu en difficulté » (*low-income countries under stress*), dont elle s'était retirée.

Sur la base de ces deux études, un processus conjoint de réflexion a été mis en place. Il permettra aux bailleurs de fonds d'échanger leurs expériences et de dégager les meilleures pratiques.

passera. En présence d'un gouvernement peu performant et peu coopératif, ils privilégieront des appuis techniques ou le renforcement des capacités en matière de gouvernance, plutôt qu'une aide financière ou budgétaire. « Tout l'art du coopérant consiste à trouver la bonne combinaison entre les divers instruments à sa disposition. »

Mesures positives ou conditionnalité

Lorsqu'un gouvernement partenaire viole les droits de l'homme ou refuse de lutter contre la pauvreté, la DDC cherche dans la mesure du possible à améliorer la situation par des mesures positives et un dialogue politique. Selon Jean-François Cuénod, chef de la section Gouvernance, plusieurs facteurs militent en faveur d'un maintien de l'aide : « En se retirant, l'agence de coopération se prive de la possibilité d'appuyer les éléments modérés à l'intérieur de l'appareil étatique, lesquels seront de plus en plus marginalisés. D'autre part, ses partenaires se sentent trahis et ne lui accorderont aucune confiance lorsqu'elle reviendra dans le pays. Enfin, un pays qui s'enfonce dans la crise risque à terme de déstabiliser toute la région. »

À quelques reprises, la Suisse a toutefois choisi de mettre en œuvre le principe de la conditionnalité politique, c'est-à-dire d'interrompre ou de réduire ses relations de coopération. Ainsi, en 1998, elle a retiré son aide au gouvernement de Madagascar, qui refusait de faire la lumière sur l'assassinat d'un coopérant suisse, et elle ne coopère plus désormais qu'avec la société civile. En 1999, suite à un coup d'État militaire au Niger, elle a suspendu provisoirement son programme avec le gouvernement, tout

en continuant de travailler avec des acteurs non gouvernementaux.

Pas de sanction en Asie centrale

Aux yeux de Peter Niggli, ces deux exemples illustrent l'opportunisme de la Suisse : « Comme les autres donateurs, elle est toujours prête à exercer une conditionnalité forte sur les pays les plus faibles et les plus isolés. Mais elle n'est pas aussi ferme avec la Chine, où des intérêts commerciaux sont en jeu. Ou encore avec les dictatures d'Asie centrale, qui font partie de son groupe de vote dans les institutions de Bretton Woods. Dans ce cas, la Suisse mise sur le dialogue et espère qu'avec le temps, la situation s'améliorera. »

La coopération au développement fait partie de la politique étrangère, répond Remo Gautschi, et il faut reconnaître que dans la pesée d'intérêts, certains pays sont plus avantagés que d'autres. « La situation est différente selon que l'on traite avec la Russie ou l'Albanie. » Et puis, la Suisse ne doit pas surestimer le poids de son action. Ce n'est pas en se retirant de l'Inde, par exemple, qu'elle pourrait améliorer le traitement inhumain réservé aux intouchables. Cet État colossal, doté d'importantes ressources économiques, ne dépend que très peu de la coopération internationale, et a fortiori de l'aide suisse. ■

Pour que l'histoire de *Tehelka* finisse bien

Il y a deux ans et demi, le site Internet *Tehelka.com* a mis l'Inde sens dessus dessous. Avec une bonne dose de culot et des caméras cachées, deux journalistes de ce magazine en ligne se sont fait passer pour des marchands d'armes et ont dévoilé au grand jour la corruption qui gangrenait les achats de la défense. Les Indiens sont accoutumés aux affaires de corruption. Mais l'opinion publique a tout de même été choquée par ces séquences vidéos montrant des hauts responsables de l'État dissimuler des pots-de-vin dans les tiroirs de leur bureau ou des officiers supérieurs de l'armée et des fonctionnaires se vanter de vendre le pays à vil prix.

Pendant un bon moment, on a cru que le gouvernement allait tomber. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre et les partis d'opposition ont bloqué le parlement pendant des semaines. *Tehelka* est devenu un modèle d'intégrité et de courage en Inde, tout en se faisant connaître à l'étranger.

À l'époque, on a beaucoup parlé des « nouveaux médias ». Certains analystes assuraient que c'est Internet, avec ses espaces incontrôlés et son esprit planétaire, qui avait permis à *Tehelka* de pratiquer un journalisme aussi impertinent. Ils avaient probablement raison, mais la médaille avait son revers. Jeune et dépourvu des superstructures de protection que possèdent les médias traditionnels, ce site d'information était une proie facile pour le puissant establishment. Quelques semaines après la diffusion des bandes vidéos, la machine de propagande gouvernementale s'est mise en mouvement. Les investisseurs qui finançaient le *webzine* ont été privés de toute ressource. Son bureau a été fermé, son équipe dispersée et les journalistes jetés en prison. Des dizaines de plaintes ont été déposées contre lui et ses

dettes ont pris l'ascenseur. Le message était on ne peut plus clair : il ne faut pas vous en prendre à ceux qui détiennent le pouvoir, car ils n'hésiteront pas à vous écraser. Pendant deux ans, *Tehelka* a dû adopter un profil bas. Mais il était résolu à tenir bon pour que son histoire finisse bien. Pour prouver que même de simples citoyens peuvent s'élever contre l'injustice et gagner cette bataille. À présent, il se lance dans une nouvelle aventure.

La force d'une démocratie dépend de celle de ses institutions. Dans une démocratie aussi féodale et anarchique que l'Inde, on ne peut plus compter sur les hommes politiques pour préserver les institutions. Il faut dès lors en appeler à la participation active de citoyens, qu'ils vivent au pays ou à l'étranger.

Exploitant cette idée, *Tehelka* revient sur le devant de la scène en lançant un journal populaire, un journal financé par la population. Son idée est simple, sans compromis et ambitieuse : aucun média n'est indépendant s'il appartient à une société commerciale ou s'il est financé par elle. Pour être véritablement indépendant et exprimer la voix du peuple, il doit disposer d'une base financière très large au niveau populaire. Il y a une semaine, l'équipe de *Tehelka* a lancé une campagne nationale de souscription pour financer la création de son journal. Elle mise largement sur le capital de sympathie dont elle jouit auprès des citoyens. Son langage idéaliste semble d'ailleurs titiller l'imagination nationale. Ainsi, Kuldip Nayar, journaliste expérimenté et député au parlement, a déclaré que « cette initiative pourrait enclencher un mouvement non seulement dans le journalisme, mais au sein de toute l'opinion publique. »

Avant de lancer sa vaste campagne dans la population, *Tehelka* a contacté différentes personnalités

indiennes, les invitant à verser 2500 dollars pour figurer parmi les membres fondateurs du journal. En trois mois à peine, 90 d'entre elles ont apporté leur contribution. Et beaucoup d'autres ont fait des promesses fermes. L'appel ayant été diffusé sur Internet, des défenseurs d'une presse libre et démocratique se sont mobilisés un peu partout. Des chèques sont arrivés de pays aussi lointains que le Danemark ou l'Australie.

La campagne a débuté il y a une semaine seulement. En cas de succès, cette opération deviendra un chapitre historique dans le développement des médias et des institutions démocratiques en Inde. ■

(De l'anglais)



Shoma Chaudhury a 31 ans et vit à New Delhi. Elle est critique littéraire pour un magazine indien diffusé sur Internet. Auparavant, elle a tourné des films documentaires pour une chaîne de télévision et travaillé comme journaliste, notamment pour *Outlook* et *India Today*, deux des journaux les plus réputés de l'Inde.



Le communisme appartient au passé et les conflits nés de son démantèlement se sont apaisés. Les habitants des Balkans doivent se réorienter. Or, la quête d'identité est toujours liée à une réflexion sur la culture. En Ukraine et dans six pays d'Europe du Sud-Est, la DDC et Pro Helvetia testent une nouvelle forme de promotion culturelle. De Gabriela Neuhaus.

En quête d'identités



«L'identité culturelle dans la Bulgarie d'aujourd'hui? C'est un sujet complexe qu'il n'est pas facile de résumer en une phrase», remarque Kalina Wagenstein, étudiante la question. Cette ancienne journaliste dirige à Sofia le bureau du Programme culturel suisse pour l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine, financé par la DDC. «Nous voulons promouvoir le potentiel existant tout en identifiant les besoins. Nous pourrions ainsi déterminer les domaines où notre intervention s'impose.»

C'est au début des années 90, peu après la fin du communisme, que la Suisse a commencé à appuyer la réhabilitation de l'art et de la culture dans les pays en transition. Aujourd'hui, la DDC soutient financièrement le déve-



nouvelles



Manuel Bauer / Lookat

conception de la culture. La DDC voit d'abord dans la culture une contribution au développement de la société, tandis que Pro Helvetia met l'accent sur la qualité artistique et les échanges internationaux. Pour Elisa Fuchs, directrice du programme, c'est justement cette dichotomie qui recèle un grand potentiel: «Les expériences différentes et le cadre relativement souple du programme permettent de tester des approches nouvelles de collaboration internationale dans le domaine culturel.»

Auparavant, conformément à la tradition de Pro Helvetia, on s'attachait à promouvoir une foule de projets internationaux ainsi que les échanges entre des artistes de pays de l'Est et de Suisse. La nouvelle structure du programme ne réserve qu'une place restreinte à cette forme de promotion. Elle mise davantage sur l'ancrage local: dans chacune des capitales, le Programme culturel suisse possède son propre bureau, dont la gestion est confiée à des spécialistes locaux de la culture. «Notre présence est très appréciée. Nous faisons partie intégrante du réseau culturel de chaque pays», indique Petra Bischof. Après avoir dirigé l'antenne de Skopje, elle assure la coordination régionale de l'ensemble du programme et est

loppement des activités culturelles dans sept pays: Albanie, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Roumanie, Serbie-Monténégro et Ukraine. Le crédit prévu se monte à 7 millions de francs et s'étend pour l'heure sur deux ans. «Ce montant peut paraître élevé, si on le compare avec ce qui est attribué d'habitude à la culture. Mais il est modeste en regard des besoins effectifs», constate Axel Heiri, responsable du Programme culturel pour l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine au sein de la DDC. La direction du programme est assurée par la Fondation suisse pour la culture Pro Helvetia.

Deux visions de la culture
Les deux organismes n'ont pas tout à fait la même



Milen Stanov

Dans le cadre du projet «Blind Spot», des photographes bulgares révèlent des aspects inconnus de leur pays.

aussi la seule Suisse à travailler sur place.

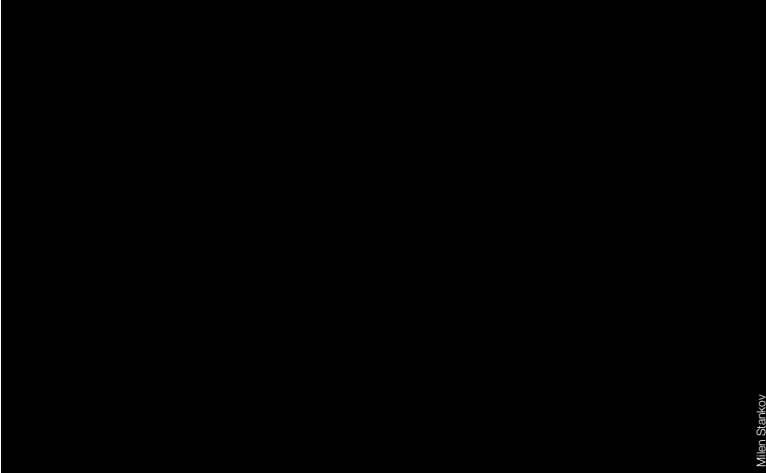
Approche novatrice

Au départ, on a conçu un projet national pour chacun des pays participant au programme. Celui qui est destiné à la Serbie et au Monténégro, par exemple, a pour devise «Dépasser les frontières»; il privilégie les productions artistiques novatrices, la coopération et la décentralisation. Dans ses lignes directrices, le projet bulgare mentionne également la décentralisation, de même que l'intégration régionale et le débat politico-culturel. «Les projets nationaux ont été élaborés sur la base d'une analyse de la situation et d'ateliers auxquels participaient les artistes lo-

caux», explique Elisa Fuchs. «Ce qui est intéressant, c'est que tous les pays ont défini des priorités similaires.» Kalina Wagenstein explique cette similitude par le fait que tous ces pays traversent actuellement le même processus de transition et qu'il existe des liens traditionnels entre les différentes cultures des Balkans. «La collaboration régionale recèle un grand potentiel, qui est en ce moment insuffisamment exploité», déplore la cheffe du bureau de Sofia. En effet, la structure du Programme culturel suisse est surtout axée sur le soutien à chacun des pays séparément.

Exigence d'innovation

Dans le cadre de la première ligne d'action du programme,



Milen Stankov



Nikolai Bozakov



Teodor Mikhailov

les bureaux disposent d'un budget annuel de 100 000 francs pour soutenir des petites actions. En Bulgarie, des jeunes photographes ont ainsi bénéficié d'une aide pour préparer une exposition sur la vie quotidienne dans les régions méconnues du pays. Par ailleurs, il a été possible de réaliser un projet de théâtre, qui a présenté plusieurs auteurs connus des Balkans. La procédure de financement est identique dans tous les pays: le bureau opère une première sélection et peut aussi proposer lui-même des projets; ensuite, un comité consultatif de cinq personnes, réunissant des créateurs ainsi qu'un représentant du bureau de coopération de la DDC, décide de l'attribution des moyens. «Pour bénéficier de notre appui, même les petits projets doivent présenter une perspective à long terme», déclare Kalina Wagenstein. Le programme favorise par ailleurs la décentralisation d'activités culturelles et leur

mise en réseau. Il exige de plus que chaque demande contienne des aspects novateurs.

Cette condition s'applique aussi à la seconde ligne d'action: les projets de coopération prévus sur plusieurs années disposent d'un cadre budgétaire allant jusqu'à 300 000 francs. Dans leur cas, la décision de financement n'est pas prise dans les différents pays, mais par la direction du programme et par un groupe de pilotage conjoint formé de la DDC et de Pro Helvetia.

Le projet Phoenix 05, mené en Roumanie, développe par exemple de nouvelles idées pour que les anciennes maisons de la culture, largement privées de leur rôle après la chute du régime de Ceausescu, puissent répondre aux besoins actuels. Ce projet est géré par une organisation non gouvernementale roumaine, avec le soutien de consultants suisses. Le savoir-faire suisse est aussi mis en

œuvre en Bosnie-Herzégovine, où il doit servir à créer une maison de disques qui contribuera au développement de la scène musicale.

Visions d'avenir

Les objectifs formulés par la direction du programme sont ambitieux: elle entend «apporter une large contribution à l'émergence d'une culture locale dynamique, qui mette sa créativité au service des défis sociaux actuels». Il s'agit notamment d'encourager des organismes qui jouent un rôle central dans la vie culturelle et ne s'adressent pas uniquement aux jeunes des grandes villes.

Interrogée sur sa vision de l'avenir, Kalina Wagenstein espère que le Programme culturel suisse apportera une aide concrète à des artistes libres: «Nous avons besoin d'un milieu culturel indépendant.» Pour Elisa Fuchs et Petra Bischof, «les bureaux du programme devraient devenir des centres de compétence et de

savoir». De son côté, Axel Heiri se prend à rêver: «La collaboration avec Pro Helvetia pourrait donner naissance à Pro Albania, Pro Rumania, Pro Bulgaria, etc. Celles-ci deviendraient des plates-formes culturelles reconnues dans leur pays, appuyées sur une base financière solide et durable.» Cependant, même si le programme se poursuit jusqu'en 2010, après l'achèvement de la phase-test en 2004, la réalisation de ce rêve est une entreprise fort ambitieuse. ■

(De l'allemand)

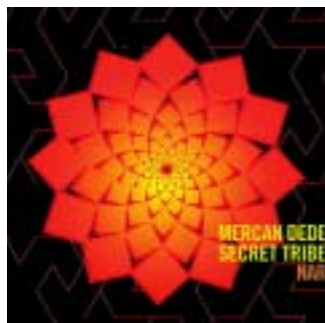
Le climat s'affole

(bf) Partout dans le monde, on parle aujourd'hui de changements climatiques. En Suisse, le débat porte sur le recul des glaciers et la fougue des torrents de montagne; en Amérique centrale, ce sont les inondations régulières qui posent problème, et en Afrique les terribles sécheresses. Depuis les années 80, le propos a néanmoins évolué: nul ne remet plus en doute le fait que le climat se modifie, car il en existe suffisamment de preuves scientifiques. La discussion actuelle met l'accent sur les conséquences économiques de ces changements et relègue au second plan les aspects écologiques. Le Musée alpin suisse a choisi de consacrer une exposition à ce sujet, sous le titre « Halte, changement climatique! ». Le visiteur y découvre les résultats des recherches les plus récentes, ainsi que des pistes possibles pour infléchir la tendance actuelle et éviter les conséquences qui menacent la population.

« Halte, changement climatique! », jusqu'au 31 mai 2004
au Musée alpin suisse, Berne

Volutes des mille et une nuits

(er) Rythmes de la darbouka, notes aériennes du violon, chant pétillant de l'oud et soupirs mélancoliques d'une flûte de bambou se fondent avec les sons surprenants d'échantillonneurs d'ordinateurs, de platines et de claviers, pour former des volutes sphériques dignes des mille et une nuits. Sur ce fond sonore se



déploient des chants soufis avec leurs accents répétitifs et méditatifs, reprenant jusqu'à l'infini des expressions parfois banales. Voilà l'univers onirique et unique de Mercan Dede, flûtiste turc établi à Montréal, qui est aussi DJ, remixeur et producteur de musique.

Mercan Dede: « Secret Tribe – Nar » (Doublemoon/RecRec)

Ingénue mais contestataire

(er) Il y a quatre ans, Souad Massi était une parfaite inconnue hors de son pays, l'Algérie. Un concert en France et un premier CD ont tôt fait de changer les choses. Le deuxième album de la chanteuse, qui vit désormais à Paris, confirme que ce succès n'est pas usurpé. La musique commence par un étrange assemblage d'instruments: guitare flamenco, violoncelle, violon, basse, percussion et tambour brésilien, mais aussi oud, darbouka, bendir, tabla et flûte africaine. Puis s'élève sa voix, douce et pure, formée à l'école arabe classique. Discrète ou pleine de rage, elle surfe sur une musique du monde, ingénue et pourtant contestataire, dans laquelle on retrouve des influences arabes, espagnoles, françaises et indiennes.

Souad Massi: « Deb » (Island Records France/Universal - Sony Music)

Trip-hop pour tous

(er) Mungal se caractérise par sa polyvalence. Dans son pays, l'île de Trinité-et-Tobago, cet homme de 55 ans est vice-ministre de la culture. Mais c'est sa façon sublimée et novatrice de jouer du sitar qui lui vaut une renommée mondiale grandissante. D'origine indienne, il a aussi une prédilection pour les mélanges culturels qu'il traduit dans sa musique. Ses invités: Sly et Robbie (figures connues du reggae jamaïcain), Nitán Sawhney (chef de file de la scène musicale asiatique de



Londres), les rastas du groupe 3Canal, l'ex-chanteuse de Soul II Soul Caron Wheeler, ainsi que les jeunes producteurs Sodi (Fela et Femi Kuti) et Salaam Remi (Fugees). Le résultat – une sonorité légère entre l'exubérance carnavalesque des Caraïbes et le calme songeur de l'Inde – n'agit pas seulement sur les fans de trip-hop.

Mungal: « Dreadlocks » (Rituals Music - Virgin/Musikvertrieb)

Préparation au NADEL

L'EPFZ propose jusqu'en juillet 2004 plusieurs cours en vue de la préparation du diplôme post-grade pour les pays en développement (NADEL):

- 29.2–2.4 Introduction à la planification de projets et de programmes
- 5.4–8.4 Sécurité alimentaire dans les pays en développement: entre savoir local et savoir scientifique
- 13.4–16.4 Culture et développement
- 26.4–30.4 Suivi dans la gestion des projets et des programmes de la coopération au développement
- 4.5–7.5 Urbanisation: interaction entre environnement et développement socio-économique
- 10.5–14.5 Évaluer les résultats et les processus de projets et de programmes
- 25.5–28.5 Perspectives micro et macro dans la lutte contre la pauvreté
- 1.6–4.6 Introduction à la gestion financière de projets de développement
- 14.6–8.6 Évaluer l'impact de projets et de programmes de développement (anglais)

21.6–5.6 Processus multicritères dans la planification de projets
28.6–2.7 OE I: développement institutionnel dans la coopération au développement

5.7–9.7 Promotion de la paix dans la coopération internationale

Langue de travail: allemand. Délai d'inscription: un mois avant le début des cours.

Informations et inscriptions: secrétariat du NADEL, Centre EPFZ, 8092 Zurich, tél. 01 632 42 40; www.nadel.ethz.ch; e-mail: kramer@nadel.ethz.ch

Pénurie sous le brouillard

(bf) Le service Films pour un seul monde propose deux nouveaux films sur le thème de l'eau. À la fois divertissants et didactiques, ils sont parfaitement indiqués pour un usage pédagogique: *À la recherche de l'eau* raconte l'histoire de la jeune Ami, neuf ans, qui vit au Burkina Faso et va chercher de l'eau chaque matin au puits du village. Avec ses propres mots, Ami explique les multiples usages du précieux liquide dans la vie de tous les jours: désaltérer les humains et les animaux, cuisiner, faire la vaisselle, se laver, arroser les plantes, etc. Considérant le monde à travers le regard d'un enfant, ce film simple et accessible invite à comparer les manières d'utiliser l'eau chez nous et au Burkina Faso. *Le désert, humide?* se penche sur la similitude paradoxale entre la région la plus arrosée de la planète et celle qui est la plus aride: dans les deux cas, les hommes manquent d'eau. À Cherapunjee, en Inde, on manque d'argent pour construire un réservoir, tandis qu'à Chuncungo, au Chili, les gens ne peuvent pas s'offrir l'eau obtenue à grands frais à partir du brouillard. Le film montre que la pénurie d'eau n'est pas due uniquement au climat, mais aussi aux difficultés économiques et sociales. Les

deux parties du film peuvent être visionnées séparément.

Benoît Lecomte: «À la recherche de l'eau», F/Burkina Faso, 1995, documentaire, 10 min., français, avec pistes pédagogiques, dès 6 ans.

Joost de Haas: «Le désert, humide?», Pays-Bas/Inde/Chili, 2000, documentaire, 30 min., français, avec pistes de travail, dès 14 ans.

Distribution/vente: Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch; Cinédia, tél. 026 426 34 30, cine-dia@bluewin.ch. Infos: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmceinewelt.ch

Portrait de la Terre

(bf) *L'Atlas du Monde diplomatique* est une réussite! Des faits présentés de manière compréhensible et attrayante, des graphiques clairs et faciles à lire, ainsi que des explications complètes de thèmes globaux en font un ouvrage de référence non seulement pour les écoles, mais également pour toutes les personnes désireuses de comprendre la mondialisation. L'atlas passe en revue des aspects connus de ce phénomène, comme le tourisme, le commerce, la consommation de denrées alimentaires, la migration ou l'environnement. Mais il aborde aussi des sujets moins usuels, tels que la mise en réseau internationale des organisations non gouvernementales, les détenus et leurs droits, le travail et l'inégalité des salaires ou encore le commerce lucratif des armes. L'atlas se veut «un indispensable guide pour bien se repérer dans le labyrinthe inquiétant de l'ère contemporaine». Il entend montrer «comment la dynamique et l'influence de la mondialisation transforment maints domaines de la société d'aujourd'hui». Ces ambitions ont été pleinement réalisées par les experts du mensuel français.

«L'Atlas du Monde diplomatique», hors série de Manière de voir, 2003

Livres et brochures

Une Afrique inconnue

(bf) Le Français Pascal Maitre photographie une Afrique inconnue, très éloignée des dépêches qui parlent de faim, de guerre et de sida. Il connaît comme nul autre photographe ce continent qu'il sillonne depuis 1980, principalement pour le magazine *GEO*. Il est fasciné par l'âme de l'Afrique, par la franchise stupéfiante qui se retrouve en toute chose et en toute action, par la menace permanente, la vitalité, la magie et la poésie de l'existence africaine. Publiées dans un ouvrage intitulé *Mon Afrique*, ses photographies se distinguent par leur pouvoir de conviction, leur simplicité, l'absence de mise en scène et par une présence qui surprend à chaque image, tantôt poétique ou pleine d'humour, tantôt aussi terriblement cruelle. *Pascal Maitre: «Mon Afrique – Photographies de l'Afrique subsaharienne», Aperture Foundation, New York*

Les femmes et la guerre

(bf) Dans une guerre, les femmes se trouvent en général du côté des victimes et non pas des protagonistes. Le livre de Jenny Matthews, *Women and War*, montre qu'il y a aussi des exceptions. La photographe britannique a passé ces 20 dernières années à observer la vie quotidienne des femmes durant et après les conflits armés. Cet ouvrage boule-

versant réunit 140 photos, chacune accompagnée d'un commentaire tiré du journal intime de Jenny Matthews. Cette dernière a visité l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Amérique latine. Elle a photographié des mères, des veuves, des réfugiées, des soldates, etc. qui tentent de mener une existence normale, après avoir survécu à la violence physique et psychique. La photographe souhaite amener les gens à penser aux différents rôles que jouent les femmes pendant et après une guerre: «Qu'elles se trouvent au pays ou dans un camp de réfugiés, ce sont toujours elles qui assurent la cohésion de la famille, malgré la terreur, les privations et l'insécurité totale.»

Jenny Matthews: «Women and War», Pluto Press, Londres, 2003

Aggiornamento de l'annuaire

(bf) Après 22 ans d'existence, *l'Annuaire Suisse-Tiers Monde* change de nom pour devenir *l'Annuaire suisse de politique de développement*. Il se scinde pour paraître en deux livraisons semestrielles. Le premier volume est dédié aux faits et aux statistiques, le second au dossier annuel. Dans l'édition 2003, ce dernier a pour thème «coopération internationale et société de l'information». L'Institut universitaire d'études du développement (iuéd), à Genève, a invité une trentaine d'auteurs du Nord et du Sud à explorer les enjeux essentiels de la société de l'information pour les pays en développement: sens de la «fracture numérique», application des technologies de l'information et de la communication sur le terrain, débats autour de la propriété intellectuelle, logiciels libres, gouvernance, etc. Les visions et les politiques des principaux acteurs suisses (DDC, œuvres d'entraide, Swisscom, etc.) y occupent une place de choix.



L'annuaire paraît en français et en allemand. Il est disponible en librairie ou auprès du service des publications de l'uiéd: CP 136, 1211 Genève 21; tél. 022 906 59 50; e-mail: publications@uied.unige.ch

Démocraties de façade

(jls) Depuis la faillite du communisme en Europe de l'Est, peu d'États défendent encore un système idéologique totalitaire. En revanche, on a vu apparaître quantité de régimes hybrides qui combinent des caractères nettement autoritaires avec une acceptation rhétorique des principes de la démocratie libérale. Marina Ottaway, de la Fondation Carnegie, a étudié ces gouvernements qu'elle qualifie de «semi-autoritaires». Dans un livre paru récemment, elle compare les caractéristiques de cinq d'entre eux (Égypte, Azerbaïdjan, Venezuela, Croatie et Sénégal). Les régimes semi-autoritaires sont déterminés à maintenir les apparences formelles de la démocratie, sans s'exposer au risque qu'impliquerait une véritable concurrence électorale. Leur seul objectif est de se maintenir au pouvoir par tous les moyens.

Marina Ottaway: «*Democracy Challenged – The Rise of Semi-Authoritarianism*», 2003. Washington: Carnegie Endowment for International Peace

Les relations de genre

(bf) Tant que la pauvreté, la violence, l'exploitation et la discrimination seront le lot quotidien de nombre de femmes dans le

monde, nous devons analyser les causes de ces phénomènes, mais aussi promouvoir l'émancipation politique et rechercher d'autres manières de fonctionner. Dans sa dernière édition, la revue semestrielle alémanique *Widerspruch* place le féminisme, les relations hommes-femmes et le sexe dans une perspective mondiale. Cette fois, tous les articles ont été rédigés par des femmes. Les sujets explorés vont des droits des femmes aux forums de discussions, en passant par l'ONU, la politique de genre dans le néolibéralisme, le marché libre et la traite des femmes.

«*Widerspruch 44 – Feminismus, Gender, Geschlecht*», 25 francs. Commandes: *Widerspruch*, CP, 8026 Zurich, tél./fax 01 273 03 01; e-mail: vertrieb@widerspruch.ch

L'islam et le développement

(bf) Partout où ils travaillent, les organismes de développement sont toujours confrontés aux différences culturelles, à la barrière des langues ainsi qu'aux particularités locales et régionales. Les pays musulmans ne font pas exception à la règle. Les événements récents – l'attentat du 11 septembre 2001, le conflit du Proche-Orient, la guerre en Irak – ne font qu'accentuer cette situation. Mais ils ont aussi montré que l'islam ne se résume pas au voile des femmes, au fondamentalisme religieux, au terrorisme et au Jihad. Pour lutter contre les préjugés et l'incompréhension dans la coopération avec les pays musulmans, la DDC a publié la



brochure *Islam and Development Co-operation – Some recommendations*. On y trouvera non seulement des recommandations concernant la coopération, mais aussi des résumés d'ateliers et des exemples d'activités menées conjointement avec des ONG islamiques.

La brochure n'est disponible qu'en anglais et peut être obtenue à l'adresse suivante: DDC, médias et communication, tél. 031 322 44 12, e-mail: info@deza.admin.ch

La culture n'est pas un luxe

(lit) La DDC vient de publier une brochure consacrée au rôle de la culture dans le développement et la coopération. Des sujets très variés y sont abordés: la culture, à la fois moteur et obstacle dans le développement; la culture dans la mondialisation; la culture, capital social et source de revenus; les indicateurs des activités culturelles, etc. Intitulée *La culture n'est pas un luxe*, cette publication présente également les principes que la DDC applique dans son approche culturelle

de la coopération et livre une douzaine d'exemples de projets. Elle donne des idées de projets et invite à intégrer davantage la culture dans la coopération au développement. Si elle s'adresse plus particulièrement aux professionnels de la coopération, elle ne manquera pas d'intéresser aussi les profanes.

Publiée en français, en allemand, en anglais et en espagnol, la brochure peut être commandée à l'adresse suivante: DDC, médias et communication, tél. 031 322 44 12, ou sur Internet: www.ddc.admin.ch

La superpuissance

La Suisse et le monde, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes ayant trait à la politique extérieure de la Suisse et au contexte dans lequel elle s'inscrit, ainsi que des questions d'actualité importantes en la matière. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). Le dossier de l'édition de janvier aura pour sujet «La Suisse et la superpuissance». Le dernier numéro, paru en septembre, était essentiellement consacré à l'élargissement à l'Est de l'Union européenne et à ses implications pour la Suisse. Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante:

«*La Suisse et le monde*», c/o Schær Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf, ou par e-mail: druckzentrum@schaerthun.ch (mot-clé «*La Suisse et le monde*») Veuillez indiquer la langue souhaitée!

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuffray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Barbara Hofmann (hba)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

88896

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 50 000

Couverture : Mark Edwards / Still Pictures

Dans le prochain numéro :

Le savoir, c'est le pouvoir. Il contribue au développement et permet de combattre la pauvreté. Pourtant, l'accès au savoir et son utilisation ne font pas l'unanimité.



Banning / laif